

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 757

12 octobre 1999

**SOMMAIRE**

Alp Design S.A., Luxembourg .....	page 36332	Latin American Investment Company, Sicav, Luxembourg .....	36335
Alsinvest S.A., Luxembourg .....	36333	Lexington International S.A., Luxembourg .....	36331
Bellefontaine S.A., Luxembourg .....	36333	Lux Recyclage S.A., Bettembourg .....	36316
Central European Yield Fund, Luxembourg .....	36330	Merbes Sprimont Luxembourg S.A., Luxembourg .....	36331
CitiCurrencies S.A., Luxembourg .....	36312	Mexican Investment Company S.A., Luxembourg .....	36335
Citi Islamic Portfolios S.A., Luxembourg .....	36313	Paribas Institutions, Sicav, Luxembourg .....	36290
CitiLandmark S.A., Luxembourg .....	36313	Parvest, Sicav, Luxembourg .....	36290
CitiMarkets S.A., Luxembourg .....	36312	Polish Investment Company, Sicav, Luxembourg .....	36335
Citininvest S.A., Luxembourg .....	36312	Promvest S.A., Luxembourg .....	36331
CitiPortfolios S.A., Luxembourg .....	36314	Quasar International Holding S.A., Luxembourg .....	36332
Cititrust, Sicav, Luxembourg .....	36315	Quantico Finance S.A., Luxembourg .....	36334
CL Investment Trust, Fonds Commun de Placement .....	36292	Quilvest S.A., Luxembourg .....	36336
Dai-Ichi Kangyo Fuji Trust & Banking (Luxembourg) S.A., Luxembourg .....	36319, 36321	RG Lux-o-Rente Fund, Sicav, Luxembourg .....	36314
Davis Funds, Sicav, Luxembourg .....	36336	RG Sub-Lux-o-Rente Fund, Sicav, Luxembourg ..	36315
Desis S.A., Luxembourg .....	36332	RMB Holdings S.A., Luxembourg .....	36333
E.F.E.C. Luxembourg S.A., Luxembourg .....	36330	Rolub S.A., Luxembourg .....	36330
F & I Assets Online S.A., Esch-sur-Alzette .....	36321	S.A. des Anciens Magasins Jules Neuberg, Luxembourg .....	36328
Heralda S.A., Luxembourg .....	36334	Salon de Coiffure Fior, S.à r.l., Luxembourg .....	36329
Inhalux S.A., Luxembourg .....	36334	SCI Tech, Sicav, Luxembourg .....	36315
Lake Intertrust, Sicav, Luxembourg .....	36332	Société Immobilière Excelsior S.A., Luxembourg .....	36329
(Jean) Lamesch et Compagnie S.A., Bettembourg .....	36316	Stemel Holding S.A., Luxembourg .....	36330
Lamesch Exploitation, Jean Lamesch Exploitation S.A., Bettembourg .....	36316, 36319	T.C.F. S.A., Luxembourg .....	36289
		Templeton Global Strategy Funds, Sicav, Luxembourg .....	36311

**T.C.F., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 62.311.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 1<sup>er</sup> juillet 1999  
au siège social de la société*

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration que le siège social de la société est transféré du 35, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 1999.

*Le mandataire de la société*  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 1999, vol. 527, fol. 12, case 12. — Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(36162/799/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 1999.

**PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 33.363.

**PARIBAS INSTITUTIONS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 41.025.

## PROJET DE FUSION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le cinq octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Jean-Michel Loehr, secrétaire général, demeurant à Frisange,  
agissant en qualité de mandataire spécial des Conseils d'Administration de:

PARVEST, une société d'investissement à capital variable luxembourgeoise, ayant son siège social 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, R. C. Luxembourg B. 33.363 (ci-après «la Société absorbante») d'une part; et

PARIBAS INSTITUTIONS, une société d'investissement à capital variable luxembourgeoise, ayant également son siège social 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, R. C. Luxembourg B. 41.025 (ci-après «la Société absorbée»), d'autre part,

en vertu de deux procurations sous seing privé, données à Luxembourg, le 29 septembre 1999; ces procurations ayant été émises en vertu des résolutions circulaires des Conseils d'Administration des deux sociétés en date du 16 août 1999. Les procurations et les résolutions circulaires des Conseils d'Administration resteront annexées aux présentes.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire soussigné de documenter comme suit le projet de fusion entre PARVEST et PARIBAS INSTITUTIONS ci-avant désignées:

Considérant que PARVEST est une société d'investissement à capital variable en valeurs mobilières constituée sous la partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 sous la forme d'une Sicav à compartiments multiples avec différents portefeuilles d'actifs (un «portefeuille»), chacun d'eux étant représenté par une catégorie d'actions séparée, à savoir, des actions «classic» (de capitalisation ou de distribution), des actions «B1» (uniquement de capitalisation) et des actions «Institutions» (de capitalisation ou de distribution), tel que décrit dans le prospectus de PARVEST (le «Prospectus»). Dans le cadre de la fusion, seules des actions «Institutions» de la classe capitalisante seront remises.

Les actions «Institutions» sont réservées aux personnes morales souscrivant pour leur propre compte ou pour le compte de personnes physiques, dans le cadre d'un régime d'épargne collectif ou d'un régime assimilable. Les actions de la catégorie «Institutions» sont obligatoirement nominatives. Elles pourront être au porteur dans le cas d'une détention directe via des centres de clearing mais sans émission de certificats physiques.

PARIBAS INSTITUTIONS est une société d'investissement à capital variable en valeurs mobilières constituée sous la partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1985 sous la forme d'une Sicav à compartiments multiples qui se compose de différents compartiments dont chacun a deux classes d'actions: les actions de la classe «A» (actions de distribution) et les actions de la classe «B» (actions de capitalisation).

Les conseils d'administration des deux sociétés (les «Conseils») proposent la fusion (la «Fusion») de PARVEST et PARIBAS INSTITUTIONS du fait que la politique d'investissement des compartiments absorbants est quasi similaire à celle des compartiments absorbés.

Néanmoins, la politique d'investissement de PARVEST «European High Yield Bond» diffère de celle de PARIBAS INSTITUTIONS «Euro Bond» en ce que le compartiment European High Yield Bond soumet les investisseurs à un risque plus élevé. En effet, les actifs de ce compartiment seront investis dans des obligations à qualité de crédit limitée.

De plus, la durée des placements de PARVEST «Short Term Euro» et «Short Term Dollar» diffère de celle des compartiments PARIBAS INSTITUTIONS «USD Short Term» et «Euro Short Term» (comprise entre 6 et 12 mois) en ce que dans les deux compartiments de PARVEST la durée de placement est inférieure à 12 mois.

En outre, elle permettra de renforcer la cohérence et l'homogénéité de la gamme des produits de gestion collective du Groupe PARIBAS, de réaliser des économies d'échelle certaines et offrira de plus grandes perspectives d'investissement grâce à la possibilité de conversion au sein des compartiments de PARVEST couvrant toutes les classes d'actifs et les grands marchés mondiaux.

Les Conseils d'Administration ont choisi de nommer PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert à L-1014 Luxembourg en qualité d'experts indépendants à la Fusion, au titre de l'article 266 de la loi du 10 août 1915, telle qu'amendée, sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

L'opération de fusion envisagée est sujette à l'approbation du présent projet de fusion par une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de PARIBAS INSTITUTIONS, conformément à la loi luxembourgeoise applicable sur les sociétés commerciales, étant entendu que conformément à l'article 264 de la loi sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante disposant d'au moins cinq pour cent des actions du capital souscrit de celle-ci ont le droit de requérir jusqu'au lendemain de la tenue de l'assemblée de la société absorbée, la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

La date d'effet de la Fusion sera la date à laquelle l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de PARIBAS INSTITUTIONS aura été tenue et aura ratifié et approuvé le présent projet de fusion, soit le 12 novembre 1999 (respectivement le 13 décembre 1999 dans la mesure où l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 12 novembre 1999 n'a pas atteint le quorum requis par l'article 67-1 de la loi sur les sociétés commerciales) (la «Date d'Effet»).

Il a dès lors été convenu, sous réserve de l'approbation de la fusion par les actionnaires de PARIBAS INSTITUTIONS lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire:



PARVEST  
PARIBAS INSTITUTIONS

Les compartiments Actions concernés par la fusion sont:

- PARIBAS INSTITUTIONS «Europe ex.UK Equities»
- PARIBAS INSTITUTIONS «European Equities»
- PARIBAS INSTITUTIONS «Global Equities»

7. d) Tableau comparatif des commissions de gestion PARIBAS INSTITUTIONS/PARVEST

PARIBAS INSTITUTIONS			PARVEST		
Compartiment	Gestionnaire	Com°	Compartiment	Gestionnaire	Com°
USD Short term	P.A.M. Ltd.	0,20%	Short Term Dollar	P.A.M. S.A.	0,20%
Euro Short Term	P.A.M. S.A.	0,20%	Short Term Euro	P.A.M. S.A.	0,20%
Europe Bond	P.A.M. Ltd	0,40%	European Bond	P.A.M. S.A.	0,30%
Euro Bond	P.A.M. Ltd	0,20%	European High Yield Bond	P.A.M. Ltd	0,30%
European Equities	P.A.M. S.A.	0,65%	Europe	P.A.M. S.A.	0,60%
Europe ex.UK Equities	P.A.M. S.A.	0,65%	Continental Europe	P.A.M. S.A.	0,60%
Global Equities	P.A.M. Ltd	0,85%	Global Equity	P.A.M. S.A.	0,60%
USD 2 Plus	P.A.M. S.A.	0,50%	Balanced (USD)	P.A.M. S.A.	0,55%

7. e) Cotation en bourse

Les actions de chaque compartiment et de chaque catégorie de PARVEST pourront, sur décision du Conseil d'Administration, être admises à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg. Actuellement, les actions de la catégorie «Institutions» ne font pas l'objet d'une cotation en Bourse.

7. f) Devise

Les devises d'expression des compartiments fusionnés et fusionnants sont identiques, à l'exception de PARIBAS INSTITUTIONS Europe ex. UK Equities dont la devise est le GBP et PARVEST Continental Europe dont la devise est l'Euro.

8. Les dépenses, coûts, rémunération et charges générés par le présent acte, seront pris en charge par la Sicav PARIBAS INSTITUTIONS, et provisionnés dans les divers compartiments de cette dernière avant la fusion en proportion des actifs nets de chacun des compartiments.

9. A part une rémunération normale accordée aux experts indépendants en contrepartie de leurs services, aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts indépendants et aux membres des Conseil d'Administration des sociétés qui fusionnent.

Le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.M. Loehr, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 5e octobre 1999, vol. 1CA, fol. 18, case 4. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 7 octobre 1999.

F. Baden.

(46544/200/174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1999.

**CL INVESTMENT TRUST, Fonds Commun de Placement à Compartiments Multiples.**

REGLEMENT DE GESTION

**1. Le Fonds**

A l'initiative du CREDIT LYONNAIS, 19, boulevard des Italiens, Paris, il a été établi à Luxembourg, sous le régime des lois du Grand-Duché de Luxembourg, un Fonds Commun de Placement à compartiments multiples dénommé CL INVESTMENT TRUST, ci-après désigné «le Fonds» qui investira dans une sélection de valeurs mobilières.

Le Fonds s'inscrit dans le cadre des dispositions de la partie I de la Loi du 30 mars 1988 sur les Organismes de Placement Collectif, partie reprenant les dispositions de la directive européenne du 20 décembre 1985 (85/611/CEE).

Chacun des compartiments du Fonds représente une copropriété indivise de valeurs mobilières et autres avoirs autorisés appartenant à ses participants et gérée dans l'intérêt exclusif de ceux-ci par GESTION CLAM LUXEMBOURG S.A., ci-après dénommée «la Société de Gestion».

Le patrimoine de chacun des compartiments du Fonds est illimité et restera distinct de celui de la Société de Gestion. L'ensemble des avoirs du Fonds est déposé auprès d'une Banque Dépositaire, ci-après dénommée «la Banque Dépositaire».

Les droits et obligations respectifs des participants, de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire sont définis contractuellement par les dispositions ci-après qui constituent le Règlement de Gestion.

En acquérant des parts d'un ou plusieurs compartiments, le porteur accepte toutes les clauses du Règlement de Gestion.

Les comptes consolidés du Fonds sont tenus en Euros.

Les comptes de chaque compartiment sont clôturés le 31 mai de chaque année.

Chaque compartiment est précisé dans le Prospectus et se différencie par sa politique d'investissement ou par la devise dans laquelle ses comptes sont tenus et dans laquelle sa valeur nette d'inventaire est calculée.

## 2. La Société de Gestion

Le Fonds est géré par la société GESTION CLAM LUXEMBOURG S.A.

La Société de Gestion dispose, dans les limites du présent Règlement, des pouvoirs les plus étendus pour accomplir, pour compte des participants, tous actes de gestion et d'administration tels que:

- \* émettre et rembourser les différentes catégories de parts de copropriété correspondant aux différents compartiments du Fonds
- \* contracter avec tous tiers et notamment conclure tout contrat rendu nécessaire pour la réalisation des objectifs du Fonds
- \* acheter, souscrire, vendre, remplacer ou échanger des valeurs de toutes espèces faisant partie du Fonds ou destinées à en faire partie
- \* encaisser tous revenus produits par les avoirs du Fonds
- \* effectuer les répartitions revenant aux parts de copropriété correspondant aux différents compartiments du Fonds;
- \* exercer tous droits attachés aux avoirs du Fonds
- \* tenir la comptabilité du Fonds et établir périodiquement la situation patrimoniale de chaque compartiment, ainsi que la situation consolidée du Fonds.

La Société de Gestion peut décider la cessation de ses fonctions:

- 1) lorsque ses engagements sont repris par une autre Société de Gestion et qu'une telle substitution est faite dans le respect des dispositions du Règlement de Gestion;
- 2) en cas de dissolution du Fonds, conformément à la procédure prévue à l'article 12 du présent Règlement de Gestion.

La Société de Gestion exerce tous les droits attachés aux titres dont se compose le portefeuille du Fonds. La Société de Gestion n'est tenue d'exercer ces droits que dans l'intérêt des participants et conformément à la législation applicable aux sociétés dont il s'agit.

## 3. La Banque Dépositaire

La Banque Dépositaire est nommée et révoquée par la Société de Gestion. Son nom doit figurer dans tous prospectus ou rapports financiers concernant le Fonds.

Le CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A. est désigné en qualité de Banque Dépositaire des avoirs du Fonds.

Tous les titres et avoirs liquides compris dans le Fonds sont confiés à la Banque Dépositaire qui remplit les obligations et devoirs prescrits par la loi.

Conformément aux usages bancaires, la Banque Dépositaire peut, sous sa responsabilité, confier à d'autres établissements certains des avoirs du Fonds.

Elle peut, en outre, déposer toutes valeurs faisant partie du patrimoine du Fonds auprès de centrales de livraison.

Tous actes généralement quelconques de disposition des avoirs indivis sont exécutés par la Banque Dépositaire sur instructions de la Société de Gestion.

La Banque Dépositaire est particulièrement chargée:

- a) de payer les valeurs mobilières achetées contre délivrance de celles-ci, de délivrer, contre encaissement de leur prix les valeurs mobilières aliénées, d'encaisser les dividendes et intérêts produits par les actifs des différents compartiments du Fonds et d'exercer les droits de souscription et d'attribution attachés à ceux-ci;
- b) d'émettre les parts de copropriété des différents compartiments du Fonds contre paiement de leur contre-valeur et d'acquitter aux participants le montant des dividendes déclarés payables par la Société de Gestion dans un compartiment déterminé;
- c) de recevoir les demandes de remboursement dans les conditions prévues à l'article 9 ci-après. Dans ce cas, la Banque Dépositaire paie au participant désireux de sortir de l'indivision du ou des compartiments concernés la contre-valeur des parts présentées au remboursement et annule les certificats en rapport avec les parts remboursées.

Sous un préavis écrit de trois mois à l'intéressée, la Société de Gestion pourra mettre fin aux fonctions de la Banque Dépositaire et cette dernière pourra de même mettre fin à ses propres fonctions sous un préavis écrit de trois mois à la Société de Gestion.

Les dispositions ci-après seront alors applicables:

- \* une nouvelle Banque Dépositaire sera nommée pour remplir les fonctions et assumer les responsabilités de Banque Dépositaire telles que définies par le présent Règlement;
- \* dans le cas où la Société de Gestion révoquerait la Banque Dépositaire, les fonctions de celle-ci continueront aussi longtemps qu'il faudra pour que la Banque Dépositaire soit dessaisie de tous les actifs qu'elle détenait pour le compte du Fonds;
- \* si la Banque Dépositaire se démet elle-même de ses fonctions, elle continuera à s'acquitter de ses obligations jusqu'à la désignation d'une nouvelle Banque Dépositaire et jusqu'au complet transfert à cette dernière de tous les actifs du Fonds;
- \* la Société de Gestion publiera, avant l'expiration du préavis écrit de trois mois, le nom de la banque à qui seront confiés les actifs du Fonds, et qui sera qualifiée pour agir en qualité de nouvelle Banque Dépositaire.

## 4. Politique d'investissement

CL INVESTMENT TRUST a pour objectif essentiel de procurer aux participants une valorisation aussi élevée que possible des capitaux investis grâce à des investissements dans une sélection de valeurs mobilières.

Les investissements seront faits par le Fonds dans:

- 1) des valeurs mobilières admises à une cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat membre de l'Union Européenne;

2) des valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières reconnue dans tout autre pays d'Europe, d'Asie, d'Océanie, d'Afrique et du Continent américain;

3) des valeurs mobilières négociées sur un autre marché réglementé dans un Etat membre de l'union Européenne ou un des Etats mentionnés ci-dessus, étant entendu qu'un tel marché doit avoir un fonctionnement régulier et doit être reconnu et ouvert au public;

4) des valeurs mobilières nouvellement émises sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement de faire une demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou autre marché réglementé visé plus haut et que cette admission est obtenue dans un délai d'un an après cette émission;

5) toutes autres valeurs mobilières, instruments ou autres avoirs dans le cadre des restrictions qui seront déterminées par le Conseil d'Administration en conformité avec les lois et règlements applicables.

Le Fonds peut, à titre accessoire, détenir des liquidités. Ces liquidités peuvent être conservées en dépôts à vue et autres placements à court terme, libellés en toutes devises.

Le recours aux techniques et instruments financiers qui ont pour objet des valeurs mobilières ou des instruments financiers, soit au titre d'investissement, soit en protection des actifs ainsi que le recours aux techniques et instruments financiers qui ont pour objet des devises dans un but de protection des actifs, est également envisagé dans les limites prévues ci-dessous.

La politique d'investissement du Fonds est déterminée par le Conseil d'Administration de la Société de Gestion.

Le Conseil d'Administration peut aussi nommer un ou plusieurs gestionnaires qui détermineront les investissements à réaliser dans le cadre de la gestion journalière conformément à la politique générale définie.

Les limitations indiquées ci-dessous se réfèrent tant à l'actif net de chaque compartiment qu'à l'actif net du Fonds tout entier.

Chaque compartiment est autorisé à emprunter temporairement jusqu'à 10% de ses actifs nets.

Afin de réaliser ses objectifs et dans le cadre d'une gestion prudente, aucun compartiment n'est autorisé à:

1) Investir plus de 10 % de ses actifs nets en titres non cotés sur une bourse officielle ou non traités sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, et plus de 10 % de ses actifs nets en titres de créance qui sont assimilables de par leurs caractéristiques aux valeurs mobilières et qui sont notamment transférables, liquides et d'une valeur susceptible d'être déterminée avec précision chaque jour bancaire ouvrable. A condition toutefois que le total de ces deux catégories de titres ne dépasse pas 10 % des actifs nets du Fonds.

2) Placer ses avoirs en valeurs mobilières d'un émetteur dans une proportion qui excède les limites fixées ci-après:

(i) placer, d'une manière générale, plus de 10 % de ses actifs nets dans des valeurs mobilières d'un même émetteur. En outre, la valeur totale des valeurs mobilières détenues par le Fonds dans les émetteurs dans lesquels il place plus de 5 % des actifs nets du compartiment donné ne peut dépasser 40 % de la valeur des actifs nets du Fonds;

(ii) la limite de 10 % visée ci-dessus au paragraphe 2) (i) pourra être étendue à 35 % au maximum lorsque les valeurs mobilières sont émises ou garanties par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne ou par des organismes internationaux à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne font partie;

(iii) la limite de 10% visée ci-dessus au paragraphe 2) (i) pourra être de 25 % au maximum pour certaines obligations lorsqu'elles sont émises par un établissement de crédit ayant son siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne et soumis, en vertu d'une loi, à un contrôle public particulier visant à protéger les détenteurs de ces obligations.

En particulier, les sommes provenant de l'émission de ces obligations devront être investies, conformément à la loi, dans des actifs qui couvrent à suffisance, pendant toute la durée de la validité des obligations, les engagements en découlant et qui sont affectés par privilège au remboursement du capital et au paiement des intérêts courus en cas de défaillance de l'émetteur. Dans la mesure où le Fonds placera plus de 5 % de ses actifs nets dans de telles obligations, émises par un même émetteur, la valeur totale de ces placements ne pourra pas dépasser 80 % de la valeur des actifs nets du Fonds.

Les valeurs mobilières visées ci-dessus aux paragraphes 2) (ii) et (iii) ne sont pas prises en compte pour l'application de la limite de 40% fixée ci-dessus au paragraphe 2) (i).

Les limites prévues aux paragraphes 2) (i), (ii) et (iii) ne peuvent être cumulées et, de ce fait, les placements dans les valeurs mobilières d'un même émetteur effectués conformément aux paragraphes 2) (i), (ii) et (iii) ne peuvent, en tout état de cause, dépasser au total 35 % des actifs nets du Fonds.

Par dérogation aux limites stipulées ci-dessus aux paragraphes 2) (i), (ii) et (iii), le Fonds peut, selon le principe de la répartition des risques, placer jusqu'à 100 % des actifs nets de chaque compartiment dans différentes émissions de valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat membre de l'OCDE, ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne. Ces valeurs doivent appartenir à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une émission puissent excéder 30 % du montant total.

(3) Acquérir des actions assorties du droit de vote et permettant au Fonds d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.

(4) Acquérir plus de 10 % d'actions sans droit de vote d'un même émetteur.

(5) Acquérir plus de 10 % d'obligations d'un même émetteur.

(6) Acquérir plus de 10% de parts d'un même O.P.C.

Les limites prévues ci-dessus aux paragraphes 5) et 6) peuvent ne pas être respectées au moment de l'acquisition, si, à ce moment-là, le montant brut des obligations ou le montant net des titres émis ne peut être calculé.

Les limites prévues ci-dessus aux paragraphes 3) à 6) ne sont pas d'application en ce qui concerne:

\* les valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat membre de l'Union Européenne ou par ses collectivités publiques territoriales

\* les valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne;

\* les valeurs mobilières émises par des organismes internationaux à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne font partie.

7) Investir en marchandises ou contrats commerciaux;

8) Effectuer des ventes de titres à découvert;

9) Donner en gage ou nantir autrement des avoirs quelconques faisant partie de ses actifs, ni les transférer ou les céder en garantie de dettes, sauf pour constituer des garanties pour les emprunts mentionnés ci-avant, les marges requises en rapport avec les opérations sur options, contrats à terme sur titres ou les opérations à terme sur devises.

Chaque compartiment peut:

10) Recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet des valeurs mobilières.

Chaque compartiment pourra traiter des options sur valeurs mobilières dans les limites suivantes:

\* les options doivent être négociées sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

\* La somme des primes payées pour les achats d'options d'achat et de vente ensemble avec la somme des primes payées pour les achats d'options en cours sur tous types d'instruments financiers traités dans un but autre que de couverture, sont limités à 15% de la valeur de l'actif net du compartiment.

*\* En cas de ventes d'options d'achat:*

le compartiment doit détenir soit les titres sous-jacents, soit des options d'achat équivalentes ou d'autres instruments qui sont susceptibles d'assurer une couverture adéquate des engagements, tels des warrants.

Dans le cas où le compartiment ne disposerait pas de telles couvertures, le prix d'exercice des options d'achat ainsi vendues ne peut pas dépasser 25% de la valeur de l'actif net et le compartiment doit à tout instant être en mesure d'en assurer la couverture.

*\* En cas de ventes d'options de vente:*

le compartiment doit détenir les liquidités dont il pourrait avoir besoin pour payer les titres qui lui sont livrés en cas d'exercice des options par la contrepartie.

\* La somme des engagements (prix d'exercice) qui découlent des ventes d'options d'achat et de vente (à l'exclusion des ventes d'options d'achat pour lesquelles le compartiment dispose d'une couverture adéquate) et la somme des engagements qui découlent des contrats sur tous types d'instruments financiers traités dans un but autre que de couverture, ne peuvent à aucun moment dépasser la valeur de l'actif net du compartiment.

11) Recourir aux techniques et instruments destinés à protéger ses actifs contre une évolution défavorable des marchés boursiers, du risque de change ou des taux d'intérêt dans le cadre de la gestion de son patrimoine.

(a) Dans un but de protection de ses actifs contre des fluctuations des taux de change, le compartiment peut s'engager dans des opérations qui ont pour objet la vente de contrats à terme sur devises ainsi que la vente d'options d'achat ou l'achat d'options de vente sur devises. Les opérations qui sont visées ici ne peuvent porter que sur des contrats qui sont négociés sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public. Dans le même but, le compartiment peut aussi vendre à terme ou échanger des devises dans le cadre d'opérations de gré à gré traitées avec des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.

Les opérations traitées dans une devise déterminée ne peuvent pas en principe dépasser en volume la valeur d'évaluation de l'ensemble des actifs libellés dans cette même devise, ni la durée de détention de ces actifs.

(b) Dans le but de se couvrir globalement contre les risques de variation des taux d'intérêt, le compartiment peut vendre des contrats à terme sur taux d'intérêt.

Dans le même but, il peut aussi vendre des options d'achat ou acheter des options de vente sur taux d'intérêt ou encore procéder à des opérations d'échange dans le cadre d'opérations de gré à gré traitées avec des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.

En principe, le total des engagements ayant trait à des contrats à terme, des contrats d'option et des contrats d'échange sur taux d'intérêt ne doit pas dépasser la valeur d'évaluation globale des actifs à couvrir détenus par le compartiment dans la devise correspondant à celle des contrats en question. Les contrats d'options et les contrats à terme doivent être négociés sur un marché réglementé en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

(c) Dans le but de se couvrir globalement contre le risque d'une évolution défavorable des marchés boursiers, le compartiment peut vendre des contrats à terme sur indices boursiers. Dans le même but, il peut aussi vendre des options d'achat ou acheter des options de vente sur indices boursiers.

Le but de couverture des opérations précitées présuppose qu'il existe une corrélation suffisamment étroite entre la composition de l'indice utilisé et celle du portefeuille correspondant.

En principe, le total des engagements ayant trait à des contrats à terme et des contrats d'option sur indices boursiers ne doit pas dépasser la valeur d'évaluation globale des titres détenus par le compartiment dans le marché correspondant à cet indice.

Ces contrats doivent être négociés sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

12) A part les contrats d'option sur valeurs mobilières et les contrats ayant pour objet des devises, le compartiment peut, dans un but autre que de couverture, acheter et vendre des contrats à terme et des contrats d'option sur tous types d'instruments financiers à condition que la somme des engagements qui découlent de ces opérations d'achat et de vente cumulée avec la somme des engagements qui découlent des ventes d'options d'achat et des ventes d'options de vente sur valeurs mobilières ne dépasse à aucun moment la valeur de l'actif net du compartiment.

13) S'engager accessoirement soit en qualité d'acheteur ou de vendeur dans des opérations à réméré suivant les opportunités du marché. Les contreparties de ces opérations seront des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations. Lors d'un contrat d'achat à réméré, le compartiment ne pourra vendre les titres faisant l'objet du contrat avant que le rachat des titres par la contrepartie ne soit exercé ou que le délai de rachat n'ait expiré.

Le compartiment veillera à maintenir l'importance de ces opérations à un niveau tel qu'il lui soit toujours possible de faire face à ses obligations de rachats.

14) S'engager dans des opérations de prêt sur titres dans le cadre d'un système standardisé de prêt organisé par un organisme reconnu de compensation de titres ou par une institution financière de premier ordre spécialisée dans ce type d'opérations.

Dans le cadre de ces opérations de prêt, le compartiment doit recevoir en principe une garantie sous forme de liquidités et/ou de titres émis ou garantis par les Etats membre de l'OCDE, par leurs collectivités publiques territoriales ou par les institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial, bloqués au nom du compartiment jusqu'à l'expiration du contrat de prêt et dont la valeur au moment de la conclusion du contrat de prêt est au moins égale à la valeur d'évaluation globale des titres prêtés.

Les opérations de prêt ne peuvent pas porter sur plus de 50 % de la valeur d'évaluation globale des titres en portefeuille de chaque compartiment, sauf si le compartiment est en droit d'obtenir à tout moment la résiliation du contrat et la restitution des titres prêtés.

Les opérations de prêt ne peuvent s'étendre au-delà d'une période de 30 jours.

15) Investir jusqu'à 5 % de ses avoirs nets en parts d'un organisme de placement collectif de type ouvert, étant entendu qu'un tel placement est sujet aux conditions et restrictions supplémentaires suivantes:

(i) il doit s'agir d'un organisme de placement en valeurs mobilières au sens de la Directive du Conseil des Communautés Européennes du 20 décembre 1985

(ii) l'acquisition d'actions d'une société d'investissement de type ouvert à laquelle le Fonds est liée dans le cadre d'une communauté de gestion et de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, ou l'acquisition de parts d'un Fonds Commun de Placement géré par une société de gestion ou par toute autre société avec laquelle le Fonds est lié dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte n'est permise que (x) dans le cas d'une société d'investissement ou d'un fonds commun de placement, lequel, conformément à ses propres documents constitutifs, s'est spécialisé dans les investissements dans un secteur géographique et économique spécifique et (y) à condition qu'aucun frais ni honoraires ne soient portés en compte du chef des actions ayant trait à cette acquisition.

Lorsque les pourcentages maxima, fixés par référence ci-avant sont dépassés par suite de l'exercice de droits attachés aux titres du portefeuille ou indépendamment de la volonté du Fonds, celui-ci doit, dans ses opérations de vente, avoir pour objectif prioritaire la régularisation de sa situation en tenant compte de l'intérêt des porteurs de parts.

Le Conseil d'Administration peut, dans l'intérêt des participants, adopter de nouvelles restrictions notamment destinées à permettre le respect des lois et règlements en vigueur dans les pays où les parts du Fonds sont offertes au public.

## 5. Participations et Parts de copropriété

Toute personne, physique ou morale, peut acquérir des parts de chacun des compartiments du Fonds moyennant versement du prix de souscription calculé sur les bases indiquées aux articles 7 et 8 ci-après.

Le propriétaire d'une part d'un compartiment détient un droit de copropriété dans le patrimoine du compartiment concerné.

Les clauses du Règlement de Gestion sont considérées comme acceptées par les porteurs du fait de l'acquisition des parts et elles règlent les relations entre les participants, la Société de Gestion et la Banque Dépositaire.

Chacune des parts de copropriété est indivisible. Dans leurs rapports avec la Société de Gestion, ou avec la Banque Dépositaire, les copropriétaires indivis, de même que les nu-propriétaires et usufruitiers de parts doivent se faire représenter auprès de la Société de Gestion et de ladite Banque par une même personne.

L'exercice des droits afférents aux parts peut être suspendu jusqu'à la réalisation de ces conditions.

La liquidation ou le partage d'un ou plusieurs compartiments du Fonds ne peuvent être exigés par un participant ou ses héritiers.

Il ne sera pas tenu d'Assemblée Générale des participants.

A la suite de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix d'achat, les parts souscrites sont attribuées au souscripteur.

Le Conseil d'Administration de la Société de Gestion peut décider d'émettre plusieurs classes de parts à l'intérieur d'un compartiment: notamment des parts de distribution rétribuées par des dividendes alloués et des parts de capitalisation qui ne donnent pas droit à la distribution d'un dividende, la part du résultat leur revenant étant capitalisée.

Toute mise en paiement de dividendes se traduit par une augmentation du rapport entre la valeur des parts de capitalisation et celle des parts de distribution. Ce rapport est appelé parité.

## 6. Certificats

Les parts de copropriété sont nominatives et/ou au porteur. Elles n'ont pas de valeur nominale et sont entièrement libérées.

Les parts de copropriété au porteur sont représentées par des certificats au porteur et sont disponibles en coupures de 1, 10, 100 et 1000 parts. Les parts de distribution sont représentées par des certificats munis de coupons et les parts de capitalisation sont représentées par des certificats sans coupons.

Les certificats portent la mention du compartiment qu'ils représentent.

Les parts peuvent être converties en coupures de dénominations différentes. Les conversions se feront au frais du porteur.

Les certificats portent les signatures de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire. Ces signatures peuvent être manuscrites, apposées à l'aide de griffes ou reproduites en fac simile par tout procédé d'impression.

Lorsqu'un participant peut justifier à la Société que son certificat a été égaré ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat n'aura plus aucune valeur.

Les certificats endommagés peuvent être échangés par la Société. Ces certificats endommagés seront remis à la Société et annulés sur-le-champ.

La Société peut à son gré mettre en compte au participant le coût du duplicata ou du nouveau certificat et de toutes les dépenses justifiées en relation avec l'émission d'un nouveau certificat ou avec la destruction de l'ancien certificat.

Au cas où les certificats ne seraient pas matériellement disponibles, ils pourront être remplacés par une simple confirmation signée par la Banque Dépositaire, en attendant la remise des certificats.

Pour les parts nominatives, aucun certificat représentatif des parts ne sera émis et la propriété des parts sera constatée uniquement par inscription au registre des participants. Chaque participant recevra une confirmation de sa qualité de porteur de parts. Le paiement des dividendes aux participants nominatifs se fera à leur adresse portée au registre des porteurs de parts.

Toutes les parts nominatives émises par la Société seront inscrites au registre des porteurs de parts qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire de parts nominatives, sa résidence ou son domicile élu et le nombre de parts nominatives qu'il détient.

Tout transfert de parts nominatives sera inscrit au registre des porteurs de parts.

Le transfert de parts nominatives se fera par l'inscription par la Société du transfert à effectuer, à la suite de la remise à la Société d'une déclaration de transfert écrite portée au registre des porteurs de parts datée et signée par le cédant ou par le mandataire justifiant des pouvoirs requis.

Tout participant devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées.

Cette adresse sera inscrite également sur le registre des porteurs de parts.

Au cas où un participant nominatif ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des porteurs de parts, et l'adresse du participant sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par le participant.

Le participant nominatif pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des porteurs de parts par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

Des fractions de parts pourront être émises jusqu'à trois décimales. Les fractions de parts ne donnent pas de droit de vote aux assemblées générales, mais participent aux produits de liquidation et de distribution.

Pour les parts au porteur, des fractions de parts au porteur jusqu'à trois décimales ne pourront être émises que pour les parts au porteur en compte auprès de la Banque Dépositaire.

Les actions nominatives pourront être converties en actions au porteur et inversement, à la demande et aux frais du porteur de parts.

## **7. Valeur des parts de copropriété**

La valeur nette d'inventaire de chaque part de copropriété de chacun des compartiments est déterminée et arrêtée par la Société de Gestion chaque jour ouvrable bancaire à Luxembourg.

Elle est exprimée pour chacun des compartiments dans la devise déterminée par la Société de Gestion.

A l'intérieur de chaque compartiment, la valeur de la part de capitalisation est toujours égale à la valeur de la part de distribution multipliée par la parité et la valeur de la part de distribution est déterminée en divisant la valeur de l'actif net par le nombre de parts de distribution en circulation augmentée du nombre de parts de capitalisation multipliée par la parité du moment.

Dans des circonstances exceptionnelles pouvant affecter négativement les intérêts des participants, ou en cas de demandes importantes de remboursement, la Société de Gestion se réserve le droit de ne fixer la valeur de la part d'un ou plusieurs compartiments qu'après avoir effectué, pour le compte de ce ou de ces compartiments du Fonds, les ventes de valeurs mobilières qui s'imposent.

Dans ce cas, une seule méthode de calcul sera appliquée aux demandes d'émission et de remboursement simultanément en instance d'exécution. Cette méthode serait obligatoire dans le cas où l'émission des parts aurait été suspendue par une décision de la Société de Gestion.

L'évaluation des avoirs est faite de la façon suivante:

a) Les titres cotés à une bourse officielle ou sur un autre marché organisé sont évalués sur la base du dernier cours connu et, s'il y a plusieurs marchés, du cours du marché principal.

b) Les titres non cotés en bourse de même que les titres cotés ou traités sur un autre marché organisé dont les cours ne sont pas représentatifs sont évalués à leur dernière valeur marchande connue ou, en l'absence de valeur marchande, sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi par la Société de Gestion.

c) Les valeurs exprimées en une autre devise que la devise d'évaluation du compartiment concerné sont converties dans la devise d'évaluation au dernier cours connu.

d) Les titres ayant une échéance résiduelle inférieure à douze mois pourront être évalués selon la méthode dite «amortized cost basis», c'est-à-dire que le rendement pris en compte est le rendement à l'échéance finale.

Des provisions adéquates seront constituées pour les dépenses mises à charge du Fonds et il sera éventuellement tenu compte des engagements hors bilan suivant des critères équitables et prudents.

Il sera établi pour chaque compartiment une masse d'avoirs de la manière suivante:

a) les produits résultant de l'émission de parts de chaque compartiment seront attribués, dans les livres du Fonds, à la masse des avoirs établie pour ce compartiment, et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à ce compartiment seront attribués à cette masse d'avoirs conformément aux dispositions du présent article;

b) si un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres du Fonds, à la même masse à laquelle appartient l'avoir dont il découle et lors de chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la masse à laquelle cet avoir appartient;

c) lorsque le Fonds supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'une masse déterminée ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'une masse déterminée, cet engagement sera attribué à la masse en question;

d) au cas où un avoir ou un engagement du Fonds ne peut pas être attribué à une masse déterminée, cet avoir ou engagement sera attribué à toutes les masses au prorata des valeurs nettes des différents compartiments; étant entendu que tous les engagements quelle que soit la catégorie à laquelle ils sont attribués, engageront le Fonds tout entier, sauf accord contraire avec les créanciers;

e) à la suite du paiement de dividendes aux propriétaires de parts d'un compartiment, la valeur nette de ce compartiment sera réduite du montant de ces dividendes.

La Société de Gestion est autorisée à suspendre temporairement le calcul de la valeur nette d'inventaire des avoirs d'un, de plusieurs, ou de tous les compartiments du Fonds, ainsi que les émissions, les remboursements et les conversions de parts, dans les cas suivants:

a) Lorsqu'une bourse ou un marché fournissant les cotations pour une part significative des actifs d'un ou plusieurs compartiments du Fonds est fermée pour des périodes autres que les congés normaux, ou que les transactions y sont soit suspendues, soit soumises à des restrictions.

b) Lorsque le marché d'une devise dans laquelle est exprimée une part importante des actifs d'un ou plusieurs compartiments du Fonds est fermé pour des périodes autres que les congés normaux, ou que les transactions y sont soit suspendues, soit soumises à des restrictions.

c) Lorsque les moyens de communication ou de calcul normalement utilisés pour déterminer la valeur des actifs d'un ou plusieurs compartiments du Fonds sont suspendus ou lorsque, pour une raison quelconque, la valeur d'un investissement important du Fonds ne peut pas être déterminée avec la rapidité et l'exactitude désirables.

d) Lorsque des restrictions de change ou de transferts de capitaux empêchent l'exécution des transactions pour le compte d'un ou plusieurs compartiments du Fonds ou lorsque les transactions d'achat et de vente pour le compte d'un ou plusieurs compartiments du Fonds ne peuvent être exécutées à des cours de change normaux.

e) Lorsque des facteurs relevant, entre autres, de la situation politique, économique, militaire, monétaire, et échappant au contrôle, à la responsabilité, aux moyens d'action de la Société de Gestion l'empêchent de disposer des actifs d'un ou plusieurs compartiments du Fonds et de déterminer la valeur nette d'inventaire d'un ou plusieurs compartiments du Fonds d'une manière normale ou raisonnable.

f) A la suite d'une éventuelle décision de dissoudre un ou plusieurs compartiments du Fonds.

g) Dans le cas d'une défaillance des moyens informatiques rendant impossible le calcul de la valeur nette d'inventaire. La suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des parts du Fonds sera annoncée par tous moyens appropriés.

## **8. Emission et Prix de souscription des parts**

Les parts peuvent être souscrites en espèces aux guichets de la Banque Dépositaire à Luxembourg ainsi qu'à ceux d'autres établissements désignés par la Société de Gestion.

Les parts sont émises au prix de souscription qui sera déterminé à la première date de calcul de la valeur nette d'inventaire qui suivra la réception de la demande.

Les listes de souscription sont clôturées au plus tard à l'heure de fermeture des banques à Luxembourg le jour ouvrable qui précède cette date de calcul.

Le prix de souscription correspond à la valeur nette d'inventaire déterminée conformément à l'article 7 augmentée des commissions indiquées dans le Prospectus, perçues au profit des intermédiaires intervenant dans le placement.

Ce prix de souscription comprend toutes les commissions dues aux banques et établissements financiers intervenant dans le placement des parts.

Il peut être augmenté, à charge du souscripteur, de taxes, droits ou timbres éventuellement dus, sans pouvoir, toutefois, excéder le maximum autorisé par les lois, règlements et pratiques bancaires des pays où les parts sont souscrites.

Toute modification des taux indiqués dans le prospectus est subordonnée à l'accord de la Banque Dépositaire.

Le paiement des parts souscrites s'effectue normalement contre espèces.

Le règlement des souscriptions est effectué dans la devise dans laquelle est libellé le compartiment concerné, soit par chèque certifié, soit par chèque bancaire, soit par transfert télégraphique en faveur de la Banque Dépositaire, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la détermination du prix de souscription.

Toutefois, la Société de Gestion peut, sous sa responsabilité et en accord avec le présent Règlement, accepter tous titres cotés en paiement d'une souscription lorsqu'elle l'estime dans l'intérêt des participants.

Les titres acceptés en paiement d'une souscription sont estimés pour les besoins de l'opération au dernier cours connu du marché le jour ouvrable par référence auquel la valeur nette d'inventaire applicable à la souscription est calculée.

La Société de Gestion peut discrétionnairement rejeter tous titres offerts en paiement d'une souscription sans avoir à justifier cette décision.

Les taxes et courtages éventuellement exigibles en vertu de la souscription sont à charge du souscripteur.

Les parts sont émises par la Société de Gestion sous réserve du paiement de leur contre-valeur à la Banque Dépositaire et les certificats sont délivrés par celle-ci pour le compte de la Société de Gestion et suivant ses instructions, après réception de cette contre-valeur.

La Société de Gestion peut à tout moment suspendre ou interrompre l'émission des parts du Fonds. En outre, elle peut à discrétion et sans devoir se justifier:

- \* refuser toute souscription de parts;
- \* rembourser à tout moment les parts du Fonds illégitimement souscrites ou détenues.

Dans la lutte contre le blanchiment d'argent provenant des activités illicites prévues par la législation en vigueur, le bulletin de souscription devra être accompagné d'une copie certifiée conforme (par une des autorités suivantes: ambassade, consulat, notaire, commissaire de police) de la carte d'identité du souscripteur, s'il s'agit d'une personne physique, ou des statuts et d'un extrait du registre de commerce, ou documents identiques, s'il s'agit d'une personne morale, dans les cas suivants:

1. en cas de souscription directe auprès de la Société de Gestion
2. en cas de souscription par l'intermédiaire d'un professionnel du secteur financier résident d'un pays qui ne serait pas soumis à une obligation d'identification équivalente aux normes luxembourgeoises en matière de prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment
3. en cas de souscription de l'intermédiaire d'une filiale ou d'une succursale dont la maison-mère serait soumise à une obligation d'identification équivalente à celle exigée par la loi luxembourgeoise, si la loi applicable à la maison-mère ne lui fait pas obligation de veiller au respect de ces dispositions pour ses filiales ou succursales.

De plus, la Société est tenue d'identifier la provenance des fonds en cas de souscriptions par l'intermédiaire d'établissements financiers n'étant pas soumis à une obligation équivalente à celle exigée par la loi luxembourgeoise. Les souscriptions pourront être temporairement bloquées jusqu'à l'identification de la provenance des fonds.

Il est généralement admis que les professionnels du secteur financier résidents de pays ayant adhéré aux conclusions du rapport GAFI (Groupe d'Action Financière sur le blanchiment de capitaux) sont considérés comme ayant une obligation d'identification équivalente à celle requise par la loi luxembourgeoise.

Les investisseurs sont informés qu'ils auront à s'identifier auprès de l'intermédiaire recueillant leur souscription.

### **9. Remboursement des parts de copropriété**

Tout participant peut, à tout moment, demander sa sortie d'indivision, par remboursement en espèces de sa part.

La Société de Gestion est tenue d'accepter, à tout moment, les demandes de remboursement, et, sauf dans les circonstances exceptionnelles prévues à l'article 7 et dans le cas où les avoirs nets du Fonds sont inférieurs au minimum légal, de les exécuter.

Ces demandes sont reçues éventuellement accompagnées des certificats représentatifs de parts, aux guichets de la Banque Dépositaire à Luxembourg, ainsi qu'à ceux des autres établissements désignés par la Société de Gestion.

Les parts sont remboursées au prix de remboursement qui sera déterminé à la première date de calcul de la valeur nette d'inventaire qui suivra la réception de la demande et des certificats.

Les listes de remboursement sont clôturées au plus tard à l'heure de fermeture des banques à Luxembourg le jour ouvrable qui précède cette date de calcul. Le montant du remboursement est égal à la valeur nette d'inventaire déterminée conformément à l'article 7, sous déduction éventuelle des commissions indiquées dans le Prospectus.

Le produit du remboursement sera payé par la Banque Dépositaire dans la devise du compartiment concerné dans les cinq jours ouvrables suivant le calcul de la valeur nette d'inventaire appliquée pour le déterminer.

Le paiement du produit du remboursement n'est dû que dans la mesure permise par les règlements internationaux en vigueur en matière de change.

La Société de Gestion doit veiller à garder des liquidités suffisantes dans chaque compartiment du Fonds pour permettre, dans des circonstances normales, de faire face aux demandes de remboursement sans délai excessif.

### **10. Conversion**

Tout porteur de parts d'un compartiment du Fonds peut à tout moment demander la conversion des parts qu'il détient dans une classe en parts d'une autre classe ou des parts qu'il détient dans un compartiment en parts d'un autre compartiment sans qu'il puisse être perçu de frais autres que des frais administratifs éventuels. Néanmoins, les conversions seront interdites pour certains souscripteurs dans la mesure où le compartiment dans lequel ils souhaitent convertir leurs parts n'est pas autorisé à la vente publique dans leur pays de résidence.

Ces conversions se feront aux valeurs nettes d'inventaire respectives des compartiments concernés.

Afin d'éviter tout usage abusif de la part des actionnaires, il est admis qu'en cas de passage d'un compartiment dont la commission d'entrée est faible à un compartiment dont la commission d'entrée est plus élevée, ou d'un compartiment dont la commission de remboursement est élevée à un compartiment dont la commission de remboursement est faible, une commission soit prélevée à concurrence de la différence existante, en faveur de l'agent administratif. Dans tous les cas, les frais administratifs seront à charge du participant.

Toute demande de conversion doit être accompagnée des certificats de parts à échanger.

### **11. Publications**

Les prix d'émission et de remboursement des parts de chaque compartiment du Fonds sont rendus publics aux guichets de la Banque Dépositaire à Luxembourg.

La Société de Gestion publie des rapports semi-annuels non certifiés et des rapports annuels certifiés contenant notamment la situation patrimoniale de chaque compartiment du Fonds, la situation consolidée du Fonds, ainsi que le nombre de parts en circulation, le nombre de parts émises ou rachetées depuis le précédent rapport.

Le rapport publié à la fin de chaque exercice annuel comporte aussi un rapport sur les activités de la Société de Gestion et, en particulier, le compte de pertes et profits et le bilan de la Société de Gestion.

Les rapports financiers sont disponibles au siège social de la Société de Gestion et aux guichets de la Banque Dépositaire à Luxembourg, ainsi qu'à ceux des autres établissements désignés par elle.

## 12. Durée du Fonds - Liquidation - Apport

Le Fonds est constitué sans limitation de durée ni de montant.

### A. Liquidation du Fonds

Le Fonds pourra être dissout à tout moment par décision de la Société de Gestion.

Le Fonds se trouve en état de liquidation:

a) en cas de cessation des fonctions de la Société de Gestion ou du dépositaire, s'ils n'ont pas été remplacés dans les deux mois;

b) en cas de faillite de la Société de Gestion;

c) l'actif net du Fonds est devenu inférieur, pendant plus de six mois, au quart du minimum légal.

Le fait entraînant l'état de liquidation est publié sans retard par les soins de la Société de Gestion ou du dépositaire.

Cette publication se fait par une insertion au Mémorial et dans au moins trois journaux à diffusion adéquate, dont au moins un journal luxembourgeois (Lëtzebuurger Journal).

De plus, dans le cas où l'actif net du Fonds est devenu inférieur aux deux tiers du minimum légal, la Société de Gestion doit informer sans retard l'autorité de contrôle et celle-ci peut, compte tenu des circonstances obliger la Société de Gestion à mettre le Fonds en état de liquidation.

Dès la survenance du fait entraînant l'état de liquidation du Fonds, l'émission, la conversion et le rachat des parts sont interdits, sous peine de nullité.

Lors de la dissolution du Fonds, la liquidation s'opèrera par les soins de la Société de Gestion qui aura pour mission de distribuer entre tous les participants, au prorata du nombre de parts détenues, le produit net de liquidation après déduction des frais de liquidation. Les sommes qui n'auront pas été distribuées lors de la clôture des opérations de liquidation, seront déposées à la «Caisse des Consignations» à Luxembourg, au profit des ayants droit.

Les sommes ainsi déposées et non réclamées dans le délai de prescription légal seront perdues.

### B. Liquidation d'un compartiment

Le Conseil d'Administration est habilité à prendre la décision de liquider un compartiment lorsque les actifs nets de ce compartiment deviennent inférieurs à 50.000.000,- LUF ou l'équivalent en devises, à l'échéance de l'objectif d'investissement d'un compartiment ou en cas de changement de la situation économique et politique ou de la situation du promoteur.

Le Fonds peut, en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation, continuer à racheter les parts du compartiment concerné au prix de la valeur nette d'inventaire qui est établie de façon à tenir compte des frais de liquidation, mais sans déduction d'une commission de rachat ou d'une quelconque autre retenue. Les frais d'établissement activés sont à amortir intégralement dès que la décision de liquidation est prise.

Le Conseil d'Administration pourra décider d'office de la fermeture d'un compartiment lorsque le dernier porteur de parts de ce compartiment aura demandé le rachat de ses parts dans ce compartiment.

Les avoirs qui n'auront pas été distribués aux ayants droit à la date de clôture de la liquidation du compartiment peuvent être gardés en dépôt auprès de la Banque Dépositaire durant une période n'excédant pas six mois à compter de cette date.

Passé ce délai, ces avoirs doivent être déposés à la Caisse des Consignations au profit de qui il appartiendra. Les sommes ainsi déposées et non réclamées dans le délai de prescription légal seront perdues.

Toute décision éventuelle de liquidation d'un ou plusieurs compartiments sera annoncée par une publication dans le Lëtzebuurger Journal et dans les journaux que le Conseil d'Administration déterminera. Cette annonce doit fournir des précisions sur les motifs et les modalités de l'opération de liquidation.

### C. Fusion

Un apport d'un compartiment à un autre compartiment du même Fonds peut être décidé par le Conseil d'Administration lorsque les actifs nets du compartiment à fermer deviennent inférieurs à 50.000.000,- LUF ou l'équivalent en devises, à l'échéance de l'objectif d'investissement d'un compartiment en cas de changement de la situation économique et politique ou de la situation du promoteur, ou en cas d'une décision politique du promoteur à condition:

\* d'offrir aux porteurs de parts de ce compartiment la possibilité de demander le remboursement de leurs parts dans ce compartiment, sans frais, dans un délai d'un mois à compter de la date de la publication relative à l'apport.

A l'expiration de cette période, la décision relative à l'apport engage l'ensemble des porteurs de parts qui n'ont pas fait usage de cette possibilité.

\* de faire l'objet d'une publication précisant les motifs et les modalités de l'opération d'apport ainsi que les différences entre les deux compartiments concernés et la possibilité de rachat sans frais.

Un apport d'un ou plusieurs compartiments à un autre OPC de droit luxembourgeois relevant de la partie I de la loi du 30 mars 1988 peut être décidé par le Conseil d'Administration lorsque les actifs nets du compartiment à fermer deviennent inférieurs à 50.000.000,- LUF ou l'équivalent en devises, à l'échéance de l'objectif d'investissement d'un compartiment en cas de changement de la situation économique et politique ou de la situation du promoteur, ou en cas d'une décision politique du promoteur à condition:

\* d'offrir aux porteurs de parts la possibilité de demander le remboursement de leurs parts dans ce compartiment, sans frais, dans un délai d'un mois à compter de la date de la publication relative à l'apport.

A l'expiration de cette période, la décision relative à l'apport engage l'ensemble des participants qui n'ont pas fait usage de cette possibilité.

\* de faire l'objet d'une publication précisant les motifs et les modalités de l'opération d'apport ainsi que les différences entre les deux entités concernées et la possibilité de rachat sans frais.

L'apport d'un d'un compartiment à un OPC de droit étranger n'est pas autorisé.

### **13. Commission et Frais de gestion**

En rémunération de son activité et en remboursement des frais qu'elle expose pour compte du Fonds, la Société de Gestion perçoit une commission trimestrielle calculée sur les actifs nets moyens de chaque compartiment pour le trimestre concerné.

Cette commission couvre la totalité des frais de fonctionnement encourus par la Société de Gestion dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues et est fixée à 1% pour le compartiment LION OBLIG EURO et à 1,90 % pour le compartiment CREDIT LYONNAIS EUROPEAN GROWTH FUND.

La modification du taux de la commission de gestion est soumise à l'approbation de la Banque Dépositaire et sera publiée conformément à l'article 15, deuxième alinéa du présent Règlement de Gestion.

La Société de Gestion prend à sa charge ses propres frais de fonctionnement ainsi que les commissions versées à la banque dépositaire, à ses correspondants, aux gestionnaires ainsi que les frais d'établissement.

Les frais qui restent à charge du Fonds comprennent:

- \* tous les impôts et taxes éventuellement dus sur ses revenus et les services qui lui sont facturés
- \* tous les courtages, impôts et commissions engendrés par les opérations et les transactions sur les titres du portefeuille
- \* la taxe d'abonnement ainsi que les redevances dues aux autorités de contrôle
- \* les honoraires du Réviseur d'Entreprises, des conseillers juridiques et des représentants fiscaux
- \* le coût des mesures extraordinaires, notamment des expertises ou procès propres à sauvegarder les intérêts des participants
- \* les frais d'impression et d'estampillage des certificats
- \* les frais relatifs aux distributions de dividendes des compartiments
- \* les frais de publication et d'information des participants, notamment les frais d'impression, de traduction et de distribution des rapports périodiques,
- \* les frais d'impression, de traduction et de distribution des prospectus d'émission.

### **14. Distributions**

Chaque année, dans les six mois qui suivent le 31 mai, date de clôture des comptes annuels du Fonds, la Société de Gestion statue pour chaque compartiment sur les revenus acquis au cours de l'exercice et sur la part du résultat qui peut être allouée à chaque classe de parts.

Le montant distribuable aux parts de distribution est constitué par les intérêts, dividendes, plus-values, réalisées ou non et tous autres revenus réalisés, sous déduction des frais et des moins-values réalisées ou non, ainsi que du capital de ce compartiment, dans les limites prévues par l'article 22 de la loi du 30 mars 1988.

Les dividendes annoncés seront payés aux temps et lieux à déterminer par le Conseil d'Administration.

Dans la limite prévue par l'article 22 de la loi du 30 mars 1988, des dividendes intermédiaires peuvent être payés par décision du Conseil d'Administration.

La part du résultat qui revient aux parts de capitalisation restera investie dans le compartiment concerné et sera intégrée à la part de l'actif net représentée par les parts de capitalisation.

Les dividendes qui ne sont pas réclamés dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits et reviennent au compartiment concerné.

### **15. Modification du Règlement**

La Société de Gestion, agissant de commun accord avec la Banque Dépositaire et en conformité avec la loi luxembourgeoise, peut apporter au Règlement de Gestion les modifications qu'elle juge utiles dans l'intérêt des participants.

Toute modification est publiée au Mémorial et dans au moins un journal luxembourgeois, ainsi que dans la presse financière ou autre journal au choix du Conseil d'Administration. Ladite modification entre en vigueur cinq jours après la publication au Mémorial.

### **16. Contrôle**

Le contrôle des actes de la Société de Gestion en tant que gérant du Fonds est effectué par un Commissaire aux Comptes nommé par elle.

Ce contrôle concerne également tous les éléments de la situation patrimoniale du Fonds, la surveillance des opérations effectuées pour compte du Fonds et la composition de ses avoirs.

### **17. Langue officielle**

Le présent Règlement est soumis et sera interprété conformément au droit luxembourgeois.

La langue officielle de ce Règlement est la langue anglaise sous la réserve toutefois que la Société de Gestion et la Banque Dépositaire puissent pour leur compte et celui du Fonds considérer comme obligatoires les traductions dans les langues des pays où les parts du Fonds sont offertes et vendues.

## 18. Garantie

Les actionnaires de la Société de Gestion, garantissent conjointement et solidairement l'observation par la Société de Gestion de toutes les clauses et conditions du présent Règlement.

La Banque Dépositaire garantit l'accomplissement de ses devoirs et obligations conformément au présent Règlement de Gestion.

Le présent règlement annule et remplace le précédent règlement dans toutes ses dispositions.

Fait à Luxembourg, le 25 août 1999 en double exemplaire.

GESTION CLAM LUXEMBOURG S.A. CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A.

## MANAGEMENT REGULATIONS OF CL INVESTMENT TRUST

### 1. The Fund

On the initiative of CREDIT LYONNAIS, 19, boulevard des Italiens, Paris, a multi-compartment collective investment fund was established in Luxembourg, under the Laws of the Grand Duchy of Luxembourg, called CL INVESTMENT TRUST, hereinafter called «the Fund», which shall invest in a selection of transferable securities.

The Fund is consistent with the framework of the provisions of Part I of the Law of 30th March 1988 on collective investment undertakings, the part taking up the provisions of the European Directive of 20th December 1985 (85/611/CEE).

Each of the compartments of the Fund represents a co-ownership of transferable securities and other authorised assets belonging to its unitholders and managed in their exclusive interests by GESTION CLAM LUXEMBOURG S.A., hereinafter called «the Management Company».

The property of each of the compartments of the Fund is unlimited and shall remain separate from that of the Management Company.

The entirety of the assets of the Fund is deposited with a custodian bank, hereinafter called «the Custodian Bank».

The respective rights and obligations of the unitholders, of the Management Company and of the Custodian Bank are defined contractually by the provisions hereinafter, which shall constitute the Management Regulations.

On acquiring units in one or more compartments, the unitholder accepts all the provisions of the Management Regulations

The consolidated accounts of the Fund are held in Euros.

The accounts of each compartment are closed on 31st May of each year.

Each compartment is specified in the Prospectus and is differentiated by its investment policy and by the currency in which its accounts are kept, and in which its net asset value is calculated.

### 2. The Management Company

The Fund is managed by the Company GESTION CLAM LUXEMBOURG S.A.

Within the limits of the present Regulations, the Management Company has the most extensive powers to carry out, on behalf of the unitholders, all acts of management and administration, such as:

- \* issuing and redeeming the different categories of co-ownership units in the different compartments of the Fund;
- \* contracting with any third parties, and in particular concluding any contract rendered necessary for the realisation of the objectives of the Fund;
- \* purchasing, subscribing, selling, replacing or exchanging transferable securities of any kind forming part of the Fund or intended to form such a part;
- \* receiving any income produced by the assets of the Fund;
- \* carrying out distributions devolving on the co-ownership units corresponding to the different compartments of the Fund;
- \* exercising any rights attached to the assets of the Fund;
- \* keeping the accounts of the Fund and periodically drawing up the assets statement of each compartment, as well as the consolidated statement of the Fund.

The Management Company may decide upon the cessation of its functions:

1. when its commitments are taken up by another Management Company and such substitution is made in observance of the Management Regulations;
2. in the event of the dissolution of the Fund, in accordance with the procedure provided in Article 12 of the present Management Regulations.

The Management Company exercises all the rights attached to the transferable securities composing the portfolio of the Fund. The Management Company is only obliged to exercise those rights in the interest of the unitholders and in accordance with the legislation applicable to the companies with which it is concerned.

### 3. The Custodian Bank

The Custodian Bank is appointed and dismissed by the Management Company. Its name must appear in any prospectus or financial reports concerning the Fund.

CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A. is appointed as Custodian Bank for the assets of the Fund.

All securities and liquid assets contained in the Fund are entrusted to the Custodian Bank which fulfils the obligations and duties prescribed by the Law.

In accordance with banking custom, the Custodian Bank may, at its own responsibility, entrust certain of the assets of the Fund to other establishments.

It may, moreover, deposit any securities forming part of the property of the Fund with clearing houses.

Any acts in general whatsoever of disposal of joint assets are carried out by the Custodian Bank on the instructions of the Management Company.

The Custodian Bank is specifically responsible for:

- a. paying for transferable securities purchased against delivery of them, delivering transferable securities disposed of against receipt of their price, receiving dividends and interest produced by the assets of the different compartments of the Fund, and exercising the rights of subscription and attribution attached to those;
- b. issuing co-ownership units in the different compartments of the Fund against payment of their exchange value and paying unitholders the amount of dividend declared payable by the Management Company in a specific compartment;
- c. receiving applications for redemption under the conditions provided in Article 9 below. In that case, the Custodian Bank pays the unitholder wishing to leave the co-ownership of the compartment or compartments concerned the exchange value of the units presented for redemption and cancels the certificates in relation to the units redeemed.

With a period of notice in writing of three months to the interested party, the Management Company may put an end to the functions of the Custodian Bank, and the latter may similarly put an end to its own functions with a period of notice in writing of three months to the Management Company.

The following provisions shall then be applicable:

- \* a new Custodian Bank shall be appointed to fulfil the functions and to assume the responsibilities of Custodian Bank as defined by the present Regulations;
- \* in the case where the Management Company shall have dismissed the Custodian Bank, the functions of the same shall continue for so long as shall be necessary for the Custodian Bank to be relinquished of all the assets which it holds on behalf of the Fund;
- \* if the Custodian Bank itself resigns from its functions, it shall continue to fulfil its obligations until the appointment of a new Custodian Bank, and until the complete transfer to the latter of all the assets of the Fund;
- \* the Management Company shall, before the expiry of the period of notice in writing of three months, publish the name of the bank to which it shall have entrusted the assets of the Fund, and which shall be qualified to act in the capacity of new Custodian Bank.

#### **4. Investment Policy**

CL INVESTMENT TRUST has as its fundamental objective to provide unitholders with a capital appreciation of the assets invested, by virtue of investments in a selection of transferable securities.

Investments shall be made by the Fund in:

1. transferable securities admitted to an official listing on a Stock Exchange in a member state of the European Union;
2. transferable securities admitted to an official listing on a Stock Exchange recognised in any other country in Europe, Asia, Oceania, Africa and the American continent;
3. transferable securities traded on another regulated market in a member state of the European Union or one of the states mentioned above, it being intended that such a market must operate regularly, and must be recognised and open to the public;
4. transferable securities recently issued provided that the conditions include an undertaking to apply for admission to an official listing on a Stock Exchange or another regulated market provided above and such admission being obtained within a time period of one year from issue;
5. any other transferable securities, instruments or other assets within the context of limitations which shall be determined by the Board of Directors in accordance with applicable Laws and Regulations.

The Fund may additionally hold liquidities. These liquidities may be kept as sight deposits and other short-term investments, in any currency.

Recourse to financial techniques and instruments which have transferable securities as their object, or financial instruments, either as investment or as protection of assets, as well as recourse to financial techniques and instruments which have currencies as their object with a view to the protection of assets, is also envisaged within the limits provided below.

The investment policy of the Fund is determined by the Board of Directors and the Management Company.

The Board of Directors may also appoint one or more managers, who shall determine the investments to be made within the context of the everyday management in accordance with the defined general policy.

The restrictions indicated below shall refer both to the net assets of each compartment and the net assets of the Fund as a whole.

Each compartment is authorised to borrow temporarily up to 10% of its net assets.

In order to realise its objectives, and within the context of prudent management, no compartment shall be authorised to:

1. Invest more than 10 % of its net assets in securities not quoted on an official Stock Exchange or not traded on another regulated market, operating regularly, recognised and open to the public, and more than 10 % of its net assets in debt securities which are comparable by virtue of their characteristics to transferable securities and which are in particular transferable, liquid and of a value capable of being determined with precision on each bank working day, on condition nevertheless that the total of those two categories of securities does not exceed 10 % of the net assets of the Fund.

2. Invest its assets in transferable securities from the same issuer in a proportion which exceeds the limits hereinafter fixed:

- (i) invest, in a general manner, more than 10 % of its net assets in transferable securities from the same issuer. Moreover, the total value of the transferable securities held by the Fund in each of which it invests more than 5 % of the net assets of the given compartment may not exceed 40 % of the value of the net assets of the Fund;

(ii) the limit of 10 % provided above in paragraph 2) (i) may be extended to 35 % at a maximum when the transferable securities are issued or guaranteed by a member state of the European Union, by its territorial public authorities, by a state which is not part of the European Union, or by public international bodies of which one or more member states of the European Union are members;

(iii) the limit of 10% provided above in paragraph 2) (i) may be 25 % at a maximum for certain bonds when they are issued by a financial institution having its Registered Office in a member state of the European Union and subject, by virtue of a Law, to specific public control aimed at protecting the holders of its bonds

In particular, the sums arising from the issue of those bonds must be invested, in accordance with the Law, in assets which sufficiently cover, for the entire duration of the validity of the bonds, the commitments ensuing therefrom and which benefit from priority in the redemption of capital and in the payment of accrued interest in the event of the failure of the issuer. To the extent that the Fund shall invest more than 5 % of its net assets in such bonds, issued by the same issuer, the total value of those investments may not exceed 80 % of the value of the net assets of the Fund.

The transferable securities envisaged above in paragraphs 2) (ii) and (iii) are not taken into account for the application of the limit of 40 % fixed above in paragraph 2) (i).

The limits provided in paragraphs 2) (i), (ii) and (iii) may not be accumulated and, for that reason, investments in transferable securities from the same issuer made in accordance with paragraphs 2) (i), (ii) and (iii) may not, in any event, exceed a total of 35% of the net assets of the Fund.

Notwithstanding the limits stipulated above in paragraphs 2) (i), (ii) and (iii), the Fund may, in accordance with the principle of risk spreading, invest up to 100 % of the Net Assets of each compartment in different issues of transferable securities issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its territorial public authorities, by another Member State of the European Union, by its territorial public authorities, by another Member State of the OECD, or by public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members. Those securities must belong to at least six different issues, without the securities belonging to one issue being able to exceed 30 % of the total amount.

3. Acquire assorted voting shares permitting the Fund to exercise a significant influence on the management of an issuer.

4. Acquire more than 10 % of non-voting shares from the same issuer.

6. Acquire more than 10 % of bonds from the same issuer.

6. Acquire more than 10 % of units in the same collective investment undertaking.

The limits provided above in paragraphs 5) and 6) may not be observed at the time of acquisition if, at that time, the gross amount of the bonds or the net amount of the securities issued may not be calculated.

The limits provided above in paragraphs 3) to 6) do not apply as regards:

\* transferable securities issued or guaranteed by a member state of the European Union or by its territorial public authorities;

\* transferable securities issued or guaranteed by a state which is not a member of the European Union;

\* transferable securities issued by public international bodies of which one or more member states of the European Union are members.

7. Invest in commercial merchandise or contracts;

8. Make short sales of securities;

9. Pledge or otherwise secure any assets whatsoever forming part of its assets, or transfer them or dispose of them as guarantee of debt, except to constitute guarantees for the borrowings mentioned above, the required margins in relation to options transactions, forward securities contracts or forward exchange transactions.

Each compartment may:

10. Have recourse to techniques and instruments which have transferable securities as their object.

Each compartment may deal with options on transferable securities within the following limits:

\* The options must be traded on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public.

\* The total of premiums paid for the purchases of options to purchase and to sell together with the total of premiums paid for the purchases of current options of all types of financial instrument with an aim other than hedging, are limited to 15 % of the net assets of the compartment.

\* *In the case of sales of options to purchase:*

the compartment must hold either the underlying securities or the equivalent options to purchase, or other instruments which are capable of guaranteeing adequate cover of commitments, such as warrants.

In the case where the compartment shall not dispose of such cover, the striking price of the options to purchase thus sold may not exceed 25 % of the value of the net assets and the compartment must at any time be in a position to guarantee the cover.

\* *In the case of sales of options to sell:*

the compartment must hold the liquidities of which it may have need to pay for the securities which are delivered in the event of exercise of the options in return.

\* The total of commitments (striking price) which result from the sales of options to purchase and to sell (with the exclusion of the sales of options to purchase for which the compartment has adequate cover) and the total of commitments which result from contracts on all types of financial instruments dealt with an aim other than hedging, may at no time exceed the value of the net assets of the compartment.

11. Have recourse to techniques and instruments intended to protect its assets against an unfavourable development of the stock markets, exchange risks or interest rate risks, within the context of the management of its property.

(a) With the aim of protecting its assets against fluctuations in the rate of exchange, the compartment may enter into transactions which have as their object the sale of forward exchange contracts as well as the sale of options to purchase

or the purchase of options to sell currencies. The transactions envisaged here may only relate to contracts which are negotiated on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public.

With the same aim, the compartment may also sell forward or exchange currencies within the context of transactions by mutual agreement carried out with first rate financial institutions specialising in that type of transaction.

Transactions carried out in a specific currency may not in principle exceed in volume the market value of the entirety of the assets denominated in that same currency, or the period of holding those assets.

(b) With the aim of global hedging of the risks inherent in variations of interest rates, the compartment may sell forward interest rate contracts.

With the same aim, it may also sell options to purchase or buy options to sell on interest rates or even proceed with exchange transactions within the context of transactions by mutual agreement carried out with first rate financial institutions specialising in that type of transaction.

In principle, the total of commitments connected with forward contracts, option contracts and exchange contracts on interest rates must not exceed the overall market value of the assets to cover held by the compartment in the currency corresponding to that of the contracts in question. Option contracts and forward contracts must be negotiated on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public.

(c) With the aim of global hedging of the risks of an unfavourable development of the stock markets, the compartment may sell forward contracts on stock market indices. With the same aim, it may also sell options to purchase or purchase options to sell on stock market indices.

The aim of hedging for the said transactions presupposes that there exists a sufficient close correlation between the composition of the index used and that of the corresponding portfolio.

In principle, the total of commitments connected with forward contracts and option contracts on stock market indices must not exceed the overall market value of the securities held by the compartment in the market corresponding to that index. Those contracts must be negotiated on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public.

12. Apart from option contracts on transferable securities and contracts having currencies as their object, the compartment may, with an aim other than hedging, purchase and sell forward contracts and option contracts on all types of financial instruments on condition that the total of commitments which result from those purchase and sale transactions accumulated with the total of commitments which result from sales of purchase options and sales of sales options on transferable securities does not at any time exceed the value of the net assets of the compartment.

13. Additionally to enter, either in the capacity of purchaser or vendor, into transactions to repurchase according to the opportunities of the market. The other parties to those transactions shall be first rate financial institutions specialising in that type of transaction. On the occasion of a repurchase contract, the compartment may not sell the securities forming the object of the contract before the repurchase of the securities by the other party has been carried out or the repurchase time limit has expired.

The compartment will take care to keep the size of those transactions at such a level that it will always be possible for it to face its repurchase obligations.

14. To enter into lending transactions on securities within the context of a standardised lending system organised by a recognised securities clearing institution or by a first rate financial institution specialising in that type of transaction.

Within the context of those lending transactions, the compartment must in principle receive a guarantee in the form of liquidities and/or securities issued or guaranteed by member states of the OECD, by their territorial public authorities, or by supranational institutions and bodies of a community, regional, or world nature, reserved in the name of the compartment until the expiry of the lending contract, and of which the value at the time of conclusion of the lending contract is at least equal to the overall market value of the securities lent. Lending transactions may not relate to more than 50% of the overall market value of the securities in the portfolio of each compartment, except if the compartment has a right at any time to have the contract terminated and the lent securities restored. Lending transactions may not extend beyond a period of 30 days.

15. To invest up to 5 % of its net assets in the units of a collective investment undertaking of the open-ended type, it being intended that such an investment is subject to the following additional conditions and restrictions:

(i) It must be a collective investment undertaking in transferable securities in the sense of the Directive of the Council of the European Communities dated 20th December 1985;

(ii) The acquisition of units in an open-ended investment company to which the Fund is connected within the context of a management and control community or by a major direct or indirect holding, or the acquisition of units in a collective investment fund managed by a management company or by any other company with which the Fund is connected within the context of a management and control community or by a major direct or indirect holding, is only permitted (x) in the case of an investment company or a collective investment fund which, in accordance with its own constitutive documents, specialises in investment in a specific geographic or economic sector, and (y) on condition that no costs or fees be charged on units concerned in this acquisition.

When the maximum percentages, fixed by reference above, are exceeded owing to the exercise of rights attached to securities in the portfolio or independently of the wishes of the Fund, this must, in its sale transactions, have as a priority objective the regularisation of its situation taking account of the interests of the unitholders.

In the interest of the unitholders, the Board of Directors may adopt new restrictions in particular intended to permit observance of the Laws and Regulations in force in the countries where units of the Fund are offered to the public.

## 5. Unit holdings and co-ownership units

Any physical person or legal entity may acquire units in each of the compartments of the Fund by paying the subscription price calculated on the bases indicated in Articles 7 and 8 below.

The unitholder of a compartment has the right of co-ownership in the property of the compartment concerned.

The provisions of the Management Regulations are considered as accepted by the unitholders upon the acquisition of the units, and they govern the relationship between unitholders, the Management Company and the Custodian Bank.

Each of the co-ownership units is indivisible. In their dealings with the Management Company, or with the Custodian Bank, co-owners, just as bare owners and beneficial owners of units, must be represented with the Management Company and the said Bank by one and the same person.

The exercise of the rights relating to the units may be suspended until the fulfilment of those conditions.

The liquidation or division of one or more compartments of the Fund may not be required by a unitholder or his heirs.

No General Meeting of unitholders will be held.

Following acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, the subscribed units shall be allocated to the subscriber.

The Board of Directors of the Management Company may decide to issue several classes of units within a compartment: among others, units of distribution which pay dividends and capitalisation units which give no right to the distribution of a dividend, the portion of income arising therefrom being capitalised.

Any payment of dividends shall entail an increase in the ratio between the value of capitalisation units and distribution units. This ratio is called parity.

## 6. Certificates

Co-ownership units are registered and/or bearer. They have no nominal value and are entirely paid up.

Bearer co-ownership units are represented by bearer certificates and are available in denominations of 1, 10, 100 and 1,000 units. Distribution units are represented by certificates provided with coupons, and capitalisation units are represented by certificates without coupons.

Certificates carry reference to the compartment which they represent.

Units may be converted into different denominations. Conversions shall be made at the cost of the unitholder.

Certificates bear the signatures of the Management Company and of the Custodian Bank. These signatures may be hand-written, appended by means of a stamp, or reproduced as a facsimile by any printing process.

When a unitholder can prove to the Company that his certificate has been lost or destroyed, a duplicate may be issued on his application under the conditions and guarantees which the Company shall determine, in particular in the form of an insurance, without prejudice to any other form of guarantee which the Company may choose. As from the issue of the new certificate, on which shall be mentioned that it is a duplicate, the certificate shall no longer have any value.

Damaged certificates may be exchanged by the Company. These damaged certificates shall be delivered to the Company and cancelled immediately.

The Company may if it wishes charge the unitholder with the cost of the duplicate or of the new certificate, and all reasonable expenses relating to the issue of a new certificate or with the destruction of the former certificate.

In the case where certificates shall not be physically available, they may be replaced by a simple confirmation signed by the Custodian Bank, in awaiting delivery of the certificates.

For registered units, no certificate representing the units shall be issued, and the ownership of units shall be evidenced only by entry in the register of unitholders. Each unitholder shall receive a confirmation of his capacity as a unitholder. The payment of dividends to registered unitholders shall be to their address given in the register of the unitholders.

All registered units issued by the Company shall be written in the register of the unitholders which shall be held by the Company or by one or more persons designated to this effect by the Company. The entry must indicate the name of each holder of registered units, his residence or his elected domicile, and the number of registered units which he holds.

Any transfer of registered units shall be entered in the register of the unitholders.

The transfer of registered units shall be carried out by registration by the Company of the transfer to be made, following delivery to the Company of a written statement of transfer brought to the register of the unitholders, dated and signed by the transferor or by an authorised representative proving the necessary powers.

Any unitholder may provide the Company with an address to which all communications and all notifications may be sent.

This address shall likewise be entered in the register of the unitholders.

In the case where a registered unitholder does not provide an address to the Company, mention may be made in the register of the unitholders, and the address of the unitholder shall be considered to be at the Registered Office of the Company or any other address which shall be determined by the Company, until another address shall be provided by the unitholder.

The registered unitholder may at any time have the address given on the register of unitholders changed by written notification sent to the Company at its Registered Office or any other address which may be determined by the Company.

Fractions of units may be issued up to three decimal points. Fractions of units give no right to vote at General Meetings, but participate in the proceeds of liquidation and distribution.

For bearer units, fractions of bearer units up to three decimal points may only be issued for bearer units on account with the Custodian Bank.

Registered units may be converted into bearer units and inversely, on the application and at the cost of the owner of the unit.

## 7. Value of co-ownership units

The net asset value of each co-ownership unit of each of the compartments is determined and fixed by the Management Company each bank working day in Luxembourg.

It is expressed for each of the compartments in the currency determined by the Management Company.

Within each compartment, the value of the capitalisation unit is always equal to the value of the distribution unit multiplied by parity, and the value of the distribution unit is determined by dividing the value of the net assets by the number of distribution units in circulation, increased by the number of capitalisation units multiplied by the parity of the moment.

In exceptional circumstances which might affect the interests of unitholders in a negative fashion, or in the case of significant demands for redemption, the Management Company reserves the right only to fix the value of the units of one or more compartments after having, on behalf of that compartment or those compartments of the Fund, made those sales of transferable securities which are necessary.

In this case, only one method of calculation shall be applied to orders for issue and for redemption simultaneously executed. This method shall be obligatory in the case where the issue of units shall have been suspended by a decision of the Management Company.

The valuation of assets is made in the following manner:

a. Securities quoted on a Stock Exchange or any other regulated market are valued on the basis of the last known price and, if there are several markets, the price of the principal market.

b. Securities not quoted on any Stock Exchange, just as securities quoted or traded on any other regulated market, of which the price is not representative, are valued at their last known market value or, in the absence of a market value, on the basis of the probable realisable value estimated with care and in good faith by the Management Company.

c. Securities expressed in a currency other than the valuation currency of the compartment concerned are converted into the valuation currency at the last known price.

d. Securities having a residual term of less than twelve months may be valued according to the method known as «amortised cost basis», that is to say that the yield taken into account is the yield on final maturity.

Adequate provisions shall be made for the expenditure charged to the Fund and account will be taken of possible non-balance sheet commitments according to the criteria of fairness and caution. For each compartment, a pool of assets shall be established in the following manner:

a. proceeds resulting from the issue of units of each compartment shall be allocated, in the books of the Fund, to the pool of assets for that compartment, and the assets, commitments, income and costs relating to that compartment shall be allocated to that pool of assets in accordance with the provisions of the present Article;

b. if an asset derives from another asset, the latter asset shall be allocated, in the books of the Fund, to the same pool of assets from which it was derived, and on each revaluation of an asset the increase or reduction in value shall be allocated to the pool of assets to which that asset belongs;

c. when the Fund is subject to a commitment which is concerned with an asset of a determined pool of assets or concerned with a transaction carried out in relation to an asset of a determined pool of assets, that commitment shall be allocated to the pool of assets in question;

d. in the case where an asset or a commitment of the Fund may not be allocated to a determined pool of assets, that asset or commitment shall be allocated to all the pool of assets pro rata to the net asset values of the different compartments, it being intended that all the commitments, whatever the category to which they are allocated, shall commit the Fund in entirety, except by agreement to the contrary with the creditors;

e. following a payment of dividends to the unitholders of a compartment, the net asset value of that compartment shall be reduced by the amount of those dividends.

The Management Company is authorised temporarily to suspend the calculation of the net asset value of the assets of one, more, or all of the compartments of the Fund, as well as issues, redemptions and conversions of units, in the following cases:

a. when a Stock Exchange or market providing the quotation for a significant proportion of the assets of one or more compartments of the Fund is closed for periods other than normal holidays, or transactions there are suspended or subject to restrictions,

b. when the market for a currency in which a major proportion of the assets of one or more compartments of the Fund are expressed is closed for periods other than normal holidays, or transactions there are suspended or subject to restrictions,

c. when the means of communication or of calculation normally used to determine the value of the assets of one or more compartments of the Fund are suspended, or when, for any reason whatsoever, the value of a major investment by the Fund may not be determined with all desirable speed and precision,

d. when exchange or capital transfer restrictions prevent the carrying out of transactions on behalf of one or more compartments of the Fund, or when purchase or sale transactions on behalf of one or more compartments of the Fund cannot be carried out at normal exchange rates,

e. when factors affecting, among others, the political, economic, military, or monetary position, and beyond the control, the responsibility, and the means of action of the Management Company, prevent it from disposing of the assets of one or more compartments of the Fund, and determining the net asset value of one or more compartments of the Fund in a normal or reasonable manner,

f. after publication of any possible decision to dissolve one or more compartments of the Fund,

g. in the event of a failure of computer means rendering the calculation of the net asset value impossible.

The suspension of the calculation of the net asset value of units of the Fund shall be announced by any appropriate means.

### **8. Issue and Subscription price of units**

Units may be subscribed in cash at the counters of the Custodian Bank in Luxembourg as well as at those other establishments designated by the Management Company. Units are issued at the subscription price which shall be determined on the first date of calculation of the net asset value which shall follow the application.

Subscription lists are closed at the latest at the closing time of banks in Luxembourg on the working day which precedes that date of calculation.

The subscription price corresponds to the net asset value determined in accordance with Article 7 increased by the commissions indicated in the Prospectus, received by those intermediaries involved in the investment.

This subscription price includes all the commissions due to the banks and financial establishments involved in the investment in the units. It may be increased, at the cost of the subscriber, by taxes, duties or stamps possibly due, without being able, nevertheless, to exceed the maximum authorised by the Laws, Regulations, or banking practice of the country where the units are subscribed.

Any modification of the rates indicated in the Prospectus is subject to the agreement of the Custodian Bank.

Payment for units subscribed is normally made against cash.

The settlement of subscriptions is carried out in the currency in which the compartment concerned is denominated, either by certified cheque, or by bank cheque, or by telegraphic transfer in favour of the Custodian Bank, within five working days after the determination of the subscription price.

Nevertheless, the Management Company may, on its responsibility and in accordance with the present Regulations, accept any means of payment of a subscription when it considers it to be in the interests of the unitholders.

Securities accepted in payment of a subscription are valued for the purposes of the transaction at the last known market price on the working day by reference to which the net asset value applicable to the subscription is calculated.

The Management Company may at its discretion reject any offers of payment for a subscription without having to justify such a decision.

Taxes and brokerage possibly owing by virtue of the subscription are at the charge of the subscriber.

Units are issued by the Management Company subject to the payment of their counter-value to the Custodian Bank, and certificates are delivered by it on behalf of the Management Company and following its instructions, after receipt of that counter-value.

The Management Company may at any time suspend or interrupt the issue of units of the Fund. Moreover, it may at its discretion and without having to explain:

- \* refuse any subscription of units;
- \* redeem at any time those units of the Fund unlawfully subscribed or held.

Within the context of the fight against the laundering of money originating from crimes which are punished by Luxembourg Laws, the subscription form must be accompanied by a certified true copy (certified by one of the following authorities: embassy, consulate, Notary, Commissioner of Police) of the subscriber's identity card, if it is a physical person, or of the Articles of Association or an extract from the Register of Commerce, or identical documents, if it is a legal entity, in the following cases:

1. In the case of direct subscription with the Management Company;
2. In the case of subscription through a professional in the finance sector resident in a country which is not subject to an obligation to identify equivalent to Luxembourg norms in matters of prevention of the utilisation of the financial system for the purposes of laundering;
3. In the case of subscription by a subsidiary or a branch of which the parent company shall be subject to an obligation to identify equivalent to that required by Luxembourg Law, if the Law applicable to the parent company does not oblige it to ensure observance of the provisions for its subsidiaries and branches.

In addition, the Company is obliged to identify the origin of funds in the case of origin from financial establishments not being subject to an obligation equivalent to that required by Luxembourg Law. Subscriptions may be temporarily blocked until identification of the origin of funds.

It is generally accepted that professionals in the financial sector resident in countries which have adhered to the GAFI Report (Financial Action Group on the Laundering of Capital) are to be considered as having an obligation to identify equivalent to that required by Luxembourg Law.

Investors are informed that they shall have to identify themselves to the intermediary receiving their subscription.

### **9. Redemption of co-ownership units**

Any unitholder may, at any time, apply to leave co-ownership, by redemption in cash of his units.

The Management Company is obliged, at any time, to accept applications for redemption, and, except in the exceptional circumstances provided in Article 7 and in the case where the net assets of the Fund are less than the legal minimum, to carry them out.

Those applications are received possibly accompanied by the certificates representative of units, at the counters of the Custodian Bank in Luxembourg, as well as at those other establishments designated by the Management Company.

Units are redeemed at the redemption price which shall be determined on the first date of calculation of the net asset value which shall follow receipt of the application and the certificates.

Redemption lists are closed at the latest at the closing time of banks in Luxembourg on the working day which precedes that date of calculation.

The redemption amount is equal to the net asset value determined in accordance with Article 7, after possible deduction of the commissions indicated in the Prospectus.

The redemption product shall be paid by the Custodian Bank in the currency of the compartment concerned within five working days of the calculation of the net asset value applied to determine it.

Payment of the redemption product is only due to the extent permitted by the international Regulations in force on matters of foreign exchange.

The Management Company must ensure that there are sufficient liquidities in each compartment of the Fund to enable it, in normal circumstances, to face applications for redemption without any excessive delay.

#### **10. Conversion**

Any unitholder of a compartment of the Fund may at any time apply for the conversion of the units which he holds in one class into units in another class or units which he holds in one compartment into units in another compartment except during a possible period of suspension of the net asset value calculation.

Nevertheless, conversions may be forbidden for some investors whenever the compartment in which they wish to convert their units is not authorised for public offering in their country of residence.

Those conversions are made at the respective net asset values of the compartments concerned.

In order to avoid any abusive use by the unitholders, it is admitted that, in the event of a switch from a compartment whose subscription fee is low to a compartment whose subscription fee is higher, or from a compartment whose redemption fee is high to a compartment whose redemption fee is low, a fee may be levied at a rate equal to the difference existing, in favour of the Administrative Agent.

In all cases, the administrative costs will be charged to the unitholder.

Any application for conversion must be accompanied by the certificates to be exchanged.

#### **11. Publication**

The issue and redemption prices of the units of each compartment of the Fund are published at the counters of the Custodian Bank in Luxembourg.

The Management Company publishes unaudited half-yearly reports and audited annual reports containing in particular a financial statement on each compartment of the Fund, a consolidated statement on the Fund, the number of units in circulation, and the number of units issued or repurchased since the previous report.

The report published at the end of each financial year also includes a report on the activities of the Management Company and, in particular, the Profit and Loss Account and the Balance Sheet of the Management Company.

The financial reports are available at the Registered Office of the Management Company and at the counters of the Custodian Bank in Luxembourg, as well as at those of the other establishments designated by it.

#### **12. Duration of the Fund**

The Fund is established without limitation either as to duration or as to amount.

##### *A. Liquidation of the Fund*

The Fund may be dissolved at any time by decision of the Management Company.

The Fund shall be in a state of liquidation:

a. in the case of cessation of the functions of the Management Company or the Custodian Bank, if it is not replaced within two months;

b. in the case of insolvency of the Management Company;

c. if the net assets of the Fund have become less, over a period of more than six months, than a quarter of the legal minimum.

The fact leading to the state of liquidation shall be published without delay by the Management Company or the Custodian Bank.

This publication shall be made by insertion in the Mémorial and in at least three newspapers of adequate circulation, of which at least one Luxembourg newspaper (Lëtzeburger Journal).

Moreover, in the case where the net assets of the Fund have become less than two thirds of the legal minimum, the Management Company must inform the supervisory authority without delay, and this may, taking account of the circumstances, force the Management Company to place the Fund in a state of liquidation.

As from the occurrence of the fact giving rise to the state of liquidation, the issue, conversion and repurchase of units shall be forbidden, under penalty of nullity.

Upon dissolution of the Fund, the liquidation shall be in the care of the Management Company, which shall have the task of distributing among the unitholders, pro rata to the number of units held, the net liquidation proceeds after deduction of the costs of liquidation. Sums which shall not have been distributed on closure of the liquidation proceedings, shall be deposited at the «Caisse des Consignations» in Luxembourg, to the benefit of eligible parties.

Sums thus deposited and not claimed within the period of legal limitation shall be lost.

##### *B. Liquidation of a compartment*

The Board of Directors is authorised to take the decision to liquidate a compartment when the net assets of that compartment become less than LUF 50,000,000.- or the currency equivalent, on the expiry of the investment objective of a compartment, or in the event of change in the economic or political situation or in the situation of the promoter.

The Fund may, in awaiting the implementation of the decision to liquidate, continue to repurchase units of the compartment concerned at the price of the net asset value which is established so as to take account of the costs of liquidation, but without deduction of a repurchase commission or of any other deduction whatsoever. The activated establishment costs are to be fully amortised once the decision to liquidate is taken.

The Board of Directors may automatically decide on the closure of a compartment when the last unitholder of that compartment shall have applied for the repurchase of his units in that compartment.

Assets which shall not have been distributed to eligible parties on the date of completion of the liquidation of the compartment may be kept on deposit with the Custodian Bank for a period not exceeding six months to count from that date.

After that period, these assets must be deposited with the Caisse de Consignation to the benefit of whom it shall belong. Sums thus deposited and not claimed within the period of legal limitation shall be lost.

Any possible decision to liquidate one or more compartments shall be announced by publication in the *Lëtzebuenger Journal* and in the newspapers which the Board of Directors shall determine. This announcement must provide details of the reasons and the terms of the liquidation proceedings.

### *C. Merger*

A transfer from one compartment to another compartment of the same Fund may be decided by the Board of Directors when the net assets of the compartment to be closed become less than LUF 50,000,000.- or the currency equivalent, on the expiry of the investment objective of a compartment, or in the event of changes in the economic or political situation or in the situation of the promoter, or in the event of a political decision of the promoter, provided:

- \* that the unitholders of that compartment are offered the opportunity to apply for redemption of their units in that compartment, without cost, within a period of one month to count from the date of the publication relating to the transfer.

On the expiry of that period, the decision relating to the transfer shall commit all the unitholders who have not taken this opportunity.

- \* that a publication explains the reasons and the terms of the implementation of the transfer, as well as the differences between the two compartments concerned, and the opportunity of repurchase without cost.

A transfer from one or more compartments to another Luxembourg Collective Investment Undertaking under the jurisdiction of Part I of the Law of 30th March 1988 may be decided by the Board of Directors when the net assets of the compartment to be closed become less than LUF 50,000,000.- or the currency equivalent, on the expiry of the investment objective of a compartment, or in the event of changes in the economic or political situation or in the situation of the promoter or in the event of a political decision of the promoter, provided:

- \* that the unitholders are offered the opportunity to apply for redemption of their units in that compartment, without cost, within a period of one month to count from the date of the publication relating to the transfer.

On the expiry of that period, the decision relating to the transfer shall commit all the unitholders who have not taken this opportunity.

- \* that a publication explains the reasons and the terms of the implementation of the transfer, as well as the differences between the two compartments concerned, and the opportunity of repurchase without cost.

A transfer from one compartment to a Collective Investment Undertaking under foreign Law shall not be authorised.

### **13. Commission and Management Fees**

As remuneration for its activity and as reimbursement of the costs which it incurs on behalf of the Fund, the Management Company receives a quarterly commission calculated on the average net asset value of each compartment for the quarter concerned.

That commission covers all the operating costs incurred by the Management Company in the exercise of the functions entrusted to it and is set up at 1,00 % per annum for the compartment LION OBLIG EURO and to 1,90 % per annum for the compartment CREDIT LYONNAIS EUROPEAN GROWTH FUND.

Modification of the rate of management commission is subject to the approval of the Custodian Bank and shall be published in accordance with Article 15, second paragraph of the present Management Regulations.

The Management Company shall bear its own operating costs as well as the commissions paid to the Custodian Bank, to its correspondents, and to the managers, as well as the establishment costs.

The costs which remain to the charge of the Fund comprise:

- \* all the duties and taxes possibly due on its income and the services which are invoiced;
- \* all the brokerage, duties and commissions generated by transactions involving securities in the portfolio;
- \* the subscription tax, as well as the fees due to the supervisory authorities;
- \* the fees of the Auditor, legal advisors and tax representatives;
- \* the cost of extraordinary measures, notably expert appraisals or proceedings appropriate to safeguarding the interests of unit-holders;
- \* the costs of printing and stamping certificates;
- \* the costs relating to the distribution of dividends of compartments;
- \* the costs of publication and notification to unitholders, in particular the costs of printing, translation and distribution of periodic reports;
- \* the costs of printing, translation and distribution of issue prospectuses.

### **14. Distributions**

Each year, within six months after 31st May, the closing date for the annual accounts of the Fund, the Management Company makes a decision for each compartment on the income achieved over the course of the financial year, and on the proportion of profits which may be allocated to each class of units.

The amount distributable for each compartment is formed by the interest, dividends, profits, realised or not, and any other income realised, after deduction of the costs and losses, realised or not, as well as of the capital of that compartment, within the limits provided by Article 22 of the Law of 30th March 1988.

Announced dividends shall be paid at a time and place to be determined by the Board of Directors.

Within the limit provided by Article 22 of the Law of 30th March 1988, interim dividends may be paid by decision of the Board of Directors.

The proportion of profits which relates to the capitalisation units shall remain invested in the compartment concerned, and shall be included in the proportion of the net assets represented by the capitalisation units.

Dividends which are not claimed within five years from the date of their being placed for payment lapse and return to the compartment concerned.

### 15. Amendment of the regulations

The Management Company, acting in common accord with the Custodian Bank and in accordance with the Law of Luxembourg, may make such amendments to the Management Regulations as it shall consider useful in the interests of the unitholders.

Any amendment is published in the Mémorial and in at least one Luxembourg newspaper, as well as in the financial press or other newspaper at the choice of the Board of Directors. The said amendment enters into force five days after publication in the Mémorial.

### 16. Supervision

Supervision of the acts of the Management Company as manager of the Fund is carried out by an Auditor appointed by it.

That supervision likewise concerns all those elements of the financial statement in relation to the Fund, supervision of the transactions carried out on behalf of the Fund, and the composition of its assets.

### 17. Official language

The present Regulations are subject to and shall be interpreted in accordance with Luxembourg Law.

The official language of these Regulations is English, subject nevertheless to the fact that the Management Company and the Custodian Bank may, on their own behalf and on behalf of the Fund, consider as obligatory translations into the languages of the country or countries where units of the Fund are offered and sold.

### 18. Guarantee

The unitholders of the Management Company jointly and severally guarantee the observance by the Management Company of all the clauses and provisions of the present Regulations.

The Custodian Bank guarantees the fulfilment of its duties and obligations in accordance with the present Management Regulations.

The present Regulations rescind and replace the former Regulations in all their provisions.

Made in Luxembourg, on August 25, 1999 in duplicate.

GESTION CLAM LUXEMBOURG S.A.

CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A.

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 1999, vol. 528, fol. 74, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43565/000/1248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 1999.

## TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 35.177.

### DIVIDEND ANNOUNCEMENT

TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS will pay dividends to the Shareholders of the following Funds as of record on October 6, 1999, against presentation of the respective coupons:

<i>Fund</i>	<i>Currency</i>	<i>Amount per Share</i>	<i>Coupon number</i>	<i>Payment date</i>
Templeton Global Income Fund – Class A . . . . .	USD	0.030	25	14.10.1999
Templeton Global Bond (Euro) Fund – Class A . . . . .	EUR	0.057	9	14.10.1999
Templeton Emerging Markets Fixed Income Fund – – Class A . . . . .	USD	0.204	11	14.10.1999

*Principal Paying Agent:*

CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A.

5, rue Plaetis  
L-2338 Luxembourg.

The Shares are traded ex-dividend as from October 7, 1999.

For further information, Shareholders are invited to contact their nearest TEMPLETON Office:

Edinburgh	Frankfurt	Hong Kong	Luxembourg
Tel:	Tel: (49) 69 272 23 272	Tel: (852) 2877 7733	Tel: (352) 46 66 67 212
Toll-free from U.K.	Toll free from Germany	Fax: (852) 2877 5401	Fax: (352) 22 21 60
0800 305 306	0800-0738 002		
International	Toll free in Austria		
(44) 131 469 4000	0660-5911		
Fax: (44) 131 228-4506	Fax: (49) 69 272 23 120		

October 1999.

(04126/755/32)

*The Board of Directors.*

**CITICURRENCIES S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 23.113.

*Extract of the Ordinary General Meeting of Shareholders held on 6th August, 1999 at 3.00 p.m.  
at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- A dividend distribution of USD 46,986.7294 per share was voted.
- The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders: Ms Jill Paitchel, Mr Christopher Robinson, Mr John Alldis and Mr Philip W. Heston.
- The Meeting ratified the election of Mr William O'Dea who was elected by way of co-optation on 25th January, 1999 in replacement of Mr Steven Fee who resigned on 12th January, 1999.

The Meeting further ratified the election of Ms Jill Paitchel (Chairperson) and Mr Vilas Gadkari who were elected by way of co-optation on 19th May, 1999 in replacement of Mr Ian Hassett and Ms Annie Fung who resigned on 19th May, 1999.

The Meeting went to ratify the election of Mr Christopher Robinson and Mr John Alldis by way of co-optation on 20th May, 1999 in replacement of Ms Eliza Deliyannides and Mr Wiliam O'Dea who resigned on 20th May, 1999.

The Meeting took note of Mr Vilas Gadkari's resignation tendered on 19th July, 1999. Furthermore, the Chairman explained that, when all legal requirements will have been performed, the Board of Directors will appoint Mr Philippe Lespinard as Director by way of co-optation in replacement of Mr Vilas Gadkari.

- KPMG AUDIT were appointed as Statutory Auditors for the accounting year started April 1st, 1999.

*On behalf of CITICURRENCIES S.A.  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 93, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(45034/014/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**CITIMARKETS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 23.112.

*Extract of the Ordinary General Meeting of Shareholders held on 6th August, 1999 at 5.00 p.m.  
at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- A dividend distribution of USD 27,991.0250 per share was voted.
- The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders: Ms Jill Paitchel, Mr Christopher Robinson, Mr John Alldis and Mr Simon Airey.

The Meeting took note of Mr Vilas Gadkari's resignation tendered on 19th July, 1999. Furthermore, the Chairman explained that, when all legal requirements will have been performed, the Board of Directors will appoint Mr Philippe Lespinard as Director by way of co-optation in replacement or Mr Vilas Gadkari.

- KPMG AUDIT were appointed as Statutory Auditors for the accounting year started April 1st, 1999.

*On behalf of CITIMARKETS S.A.  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 93, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(45043/014/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**CITINVEST S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 24.480.

*Extract of the Ordinary General Meeting of Shareholders held on 6th August, 1999 at 9.00 p.m.  
at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- A dividend distribution of USD 33,231.0470 per share was voted.
- The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders: Ms Jill Paitchel, Mr Christopher Robinson, Mr John Alldis and Mr Philip W. Heston.
- The Meeting ratified the election of Mr William O'Dea who was elected by way of co-optation on 25th January, 1999 in replacement of Mr Steven Fee who resigned on 12th January, 1999.

The Meeting further ratified the election of Ms Jill Paitchel (Chairperson) and Mr Vilas Gadkari who were elected by way of co-optation on 19th May, 1999 in replacement of Mr Ian Hassett and Ms Annie Fung who resigned on 19th May, 1999.

The Meeting went to ratify the election of Mr Christopher Robinson by way of co-optation on 20th May, 1999 in replacement of Mr Wiliam O'Dea who resigned on 20th May, 1999.

The Meeting took note of Mr Vilas Gadkari's resignation tendered on 19th July, 1999. Furthermore, the Chairman explained that, when all legal requirements will have been performed, the Board of Directors will appoint Mr Philippe Lespinard as Director by way of co-optation in replacement of Mr Vilas Gadkari.

- KPMG AUDIT were appointed as Statutory Auditors for the accounting year started April 1st, 1999.

On behalf of CITINVEST S.A.  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 93, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(45036/014/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 60.953.

*Extract of Meeting of Shareholders held on 23 July 1999*

Upon motion of the mentioned minutes, it was resolved:

The following persons have been appointed to the Board of Directors:

Jill Paitchel (Chairperson)

Christopher Robinson

John Alldis.

The mandate of the following Directors have been renewed, respectively, confirmed:

Philip W. Heston

Mohammed Al-Shroogi

Abdelhafid Alaoui.

Luxembourg, 26 July 1999.

For extract  
On behalf of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A.  
T. Leemans

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 93, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(45038/014/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 60.953.

*Extract of the Ordinary General Meeting of Shareholders*

*held on 3rd September, 1999 at 2.00 p.m. at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- The Meeting resolved to allocate USD 17,000 to the legal reserve, so the legal reserve is fully constituted.

A dividend distribution of USD 1,275.4764 per share.

– The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders: Ms Jill Paitchel (Chairperson), Mr Christopher Robinson, Mr John Alldis, Mr Philip W. Heston, Mr Mohammed Al-Shroogi and Mr Abdelhafid Alaoui.

- KPMG AUDIT were appointed as Statutory Auditors for the accounting year started April 1st, 1999.

On behalf of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A.  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 93, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(45039/014/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**CITILANDMARK S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 25.480.

*Extract of the Ordinary General Meeting of Shareholders held on 6th August, 1999 at 1.00 p.m.  
at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- A dividend distribution of USD 58.4325 per share was voted.

– The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders: Ms Jill Paitchel, Mr Christopher Robinson, Mr John Alldis and Mr Philip W. Heston.

– The Meeting ratified the election of Mr William O'Dea who was elected by way of co-optation on 25th January, 1999 in replacement of Mr Steven Fee who resigned on 12th January, 1999.

The Meeting further ratified the election of Ms Jill Paitchel (Chairperson) and Mr Vilas Gadkari who were elected by way of co-optation on 19th May, 1999 in replacement of Mr Ian Hassett and Ms Annie Fung who resigned on 19th May, 1999.

The Meeting went to ratify the election of Mr Christopher Robinson by way of co-optation on 20th May, 1999 in replacement of Mr William O'Dea who resigned on 20th May, 1999.

The Meeting took note of Mr Vilas Gadkari's resignation tendered on 19th July, 1999. Furthermore, the Chairman explained that, when all legal requirements will have been performed, the Board of Directors will appoint Mr Philippe Lespinard as Director by way of co-optation in replacement of Mr Vilas Gadkari.

- KPMG AUDIT were appointed as Statutory Auditors for the accounting year started April 1st, 1999.

*On behalf of CITILANDMARK S.A.  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 83, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(45041/014/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**CITIPORTFOLIOS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 28.121.

*Extract of the Ordinary General Meeting of Shareholders held on 6th August, 1999 at 11.00 a.m.  
at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- A dividend distribution of USD 627.7259 per share was voted.
- The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders: Ms Jill Paitchel, Mr Christopher Robinson, Mr John Alldis and Mr Philip W. Heston.

- The Meeting ratified the election of Mr William O'Dea who was elected by way of co-optation on 25th January, 1999 in replacement of Mr Steven Fee who resigned on 12th January, 1999.

The Meeting further ratified the election of Ms Jill Paitchel (Chairperson) and Mr Vilas Gadkari who were elected by way of co-optation on 19th May, 1999 in replacement of Mr Ian Hassett and Ms Annie Fung who resigned on 19th May, 1999.

The Meeting went to ratify the election of Mr Christopher Robinson and Mr John Alldis by way of co-optation on 20th May, 1999 in replacement of Ms Eliza Deliyannides and Mr William O'Dea who resigned on 20th May, 1999.

The Meeting took note of Mr Vilas Gadkari's resignation tendered on 19th July, 1999. Furthermore, the Chairman explained that, when all legal requirements will have been performed, the Board of Directors will appoint Mr Philippe Lespinard as Director by way of co-optation in replacement of Mr Vilas Gadkari.

- KPMG AUDIT were appointed as Statutory Auditors for the accounting year started April 1st, 1999.

*On behalf of CITIPORTFOLIOS S.A.  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 93, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(45045/014/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**RG LUX-O-RENTE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 47.779.

*Extract of the Annual General Meeting of Shareholders held on 27th May, 1999 at 2.00 p.m.  
in Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte*

- The Meeting, on the recommendation of the Board of Directors, resolved that the loss on investments over the financial year 1998 would be charged to the net assets of RG LUX-O-RENTE FUND.

- The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders:

- \* Mr Sander van Eijkern (Chairman)
- \* Mr Winfried Kilp
- \* Mr Stéfan Richter.

- The Shareholders took note of the merger of COOPERS & LYBRAND with PRICE WATERHOUSE. The Shareholders approved the re-election of the new merged Company PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., for the ensuing year.

*On behalf of RG LUX-O-RENTE FUND, SICAV  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

(45142/014/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

---

**RG SUB-LUX-O-RENTE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 47.881.

*Extract of the Annual General Meeting of Shareholders held on 27th May, 1999 at 2.30 p.m.  
in Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte*

- The Meeting, on the recommendation of the Board of Directors, resolved that the loss on investments over the financial year 1998 would be charged to the net assets of RG SUB-LUX-O-RENTE FUND.
- The following Directors were re-appointed for office until the next Annual General Meeting of Shareholders:
  - \* Mr Sander van Eijkern (Chairman)
  - \* Mr Winfried Kilp
  - \* Mr Stéfan Richter.
- The Shareholders took note of the merger of COOPERS & LYBRAND with PRICE WATERHOUSE. The Shareholders approved the re-election of the new merged Company PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., for the ensuing year.

*On behalf of RG SUB-LUX-O-RENTE FUND, SICAV  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 1999, vol. 528, fol. 92, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(45144/014/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

**SCI TECH, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 20.058.

*Extract of the Annual General Meeting of Shareholders held on 25th June, 1999 at 3.00 p.m.  
in Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte*

- The Meeting, on the recommendation of the Board of Directors, resolved that a cash dividend of USD 2.- per share will be distributed.
- The following Directors were re-appointed for office until the next Ordinary General Meeting of Shareholders:
  - \* Mr Philippe Alain Sarasin
  - \* Mr Toyohiko Watanabe
  - \* Mr Patrick Odier.
- The Shareholders took note of the resignation of Mr Jean Albert Bonna on 17th March, 1998 and approved the appointment of Mr Philippe Alain Sarasin on the same date.
- The Shareholders also took note of the resignation of Mr Robert van Maasdijk on 24th November, 1998 and approved the appointment of Mr Patrick Odier on the same date.
- The Meeting took note of the merger of COOPERS & LYBRAND with PRICE WATERHOUSE. The Shareholders approved the re-election of PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., for the ensuing year.

*On behalf of the Board of Directors  
SCI TECH, SICAV  
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.  
Signature*

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 1999, vol. 528, fol. 98, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(45154/014/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 1999.

**CITITRUST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R. C. Luxembourg B 50.834.

*Minutes of the Extraordinary General Meeting of Shareholders  
held on 21st May 1999 at 1.00 p.m. at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg*

The Meeting is presided by Mr John Alldis. The Chairman appoints as Secretary Mr Thierry Leemans. The Meeting elects as Scrutineer Ms Sophie Coccetta.

The Chairman declares:

I. that, the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed, as well as the proxies, by the members of the office.

II. that, as appears from the attendance list, 10,938.237 shares are represented at the present Meeting that, in accordance with the Luxembourg law dated 10 December, 1998, concerning the conversion of the share capital of commercial companies, no quorum is required and all decisions will be taken by the simple majority of the votes of shareholders present or represented.

that, therefore, the Meeting can validly decide on all items of the agenda.

III. that, the agenda of the Meeting is the following:

1. To cancel the second paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation.

2. To amend the last paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation in order to replace any reference to «Luxembourg francs» by «Euro».

After the foregoing was approved by the Meeting, the Meeting takes the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting decides to cancel the second paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation.

*Second resolution*

The Meeting decides to amend the last paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation in order to replace any reference to «Luxembourg francs» by «Euro».

There being no further business on the agenda, the Meeting was adjourned by the Chairman at 2.00 p.m.

J. Alldis	T. Leemans	S. Coccetta
<i>Chairman</i>	<i>Secretary</i>	<i>Scrutineer</i>

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 1999, vol. 528, fol. 98, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur* (signé): J. Muller.

(45244/014/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 1999.

**LAMESCH EXPLOITATION S.A., JEAN LAMESCH EXPLOITATION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Wolser Nord.

R. C. Luxembourg B 23.555.

**LUX RECYCLAGE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Wolser Nord.

R. C. Luxembourg B 16.042.

**JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, Société Anonyme.**

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Wolser Nord.

R. C. Luxembourg B 6.263.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-trois août.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. - Monsieur Jacques Lonneux, employé privé, demeurant à Aubange/Belgique, industrielle Wolser Nord, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 23.555,

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration de la société en date du 10 juin 1999, restée annexé à un procès-verbal de projet de fusion documenté par le notaire instrumentant en date du 30 juin 1999.

2. - Monsieur Jacques Lonneux, préqualifié, agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme LUX RECYCLAGE S.A., avec siège social à Bettembourg, zone industrielle Wolser Nord, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 16.042,

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration de la société en date du 10 juin 1999, restée annexé à un procès-verbal de projet de fusion documenté par le notaire instrumentant en date du 30 juin 1999.

et

3. - Monsieur Jacques Lonneux, préqualifié, agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, avec siège social à Bettembourg, zone industrielle Wolser Nord, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 6.263,

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration de la société en date du 10 juin 1999, restée annexé à un procès-verbal de projet de fusion documenté par le notaire instrumentant en date du 30 juin 1999.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de documenter et d'établir authentiquement, la réalisation de la fusion entre les sociétés anonymes JEAN LAMESCH EXPLOITATION S.A., (ci-après dénommée «la société absorbante»), et LUX RECYCLAGE S.A., ainsi que JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, (ci-après dénommées «les sociétés absorbées»), comme suit:

1. - Les comparants se réfèrent au projet de fusion documenté par acte notarié du 30 juin 1999, publié au Mémorial C numéro 566 du 22 juillet 1999.

2. - Les formalités de publicité indiquées au point 6 dudit projet ont été observées pendant le délai légal, ainsi que cela résulte d'un certificat émis par la société absorbante le 23 août 1999, ci-annexé.

3. - Aucun actionnaire de la société absorbante n'a requis la convocation d'une assemblée générale dans le délai imparti au point 7 dudit projet, ainsi que cela résulte d'un certificat émis par la société absorbante le 23 août 1999, ci-annexé.

4. - Conformément au point 5 dudit projet, la fusion a pris effet entre parties et est donc devenue définitive au 22 août 1999, entraînant de plein droit cela résulte d'un certificat émis par la société absorbante le 23 août 1999, ci-annexé.

4. - Conformément au point 5 dudit projet, la fusion a pris effet entre parties et est donc devenue définitive au 22 août 1999, entraînant de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales, à savoir notamment:

- la transmission universelle de l'ensemble patrimonial actif et passif des sociétés absorbées à la société absorbante,
- les sociétés absorbées ont cessé d'exister.

5. - Aux fins de transcription aux bureaux des hypothèques compétents, il est relevé que le patrimoine transmis par les sociétés absorbées à la société absorbante comporte les immeubles et droits réels suivants:

A) Droits réels transmis par LUX RECYCLAGE S.A.

1) un droit de superficie sur un domaine domanial, sis à Bettembourg, inscrit au cadastre de la commune de Bettembourg, section A de Bettembourg, comme suit:

- partie du numéro cadastral 1911/8748, lieu-dit «In Belsgruendchen», place, contenant 300,98 ares,

plus amplement désigné en tant que lot B sur un plan cadastral, dressé par Monsieur l'ingénieur du cadastre Alex Haag à Luxembourg, en date du 27 juillet 1999, ci-annexé.

*Titre de propriété*

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a cédé ce droit de superficie à la société absorbée LUX RECYCLAGE S.A., aux termes d'un acte administratif, en date du 31 décembre 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 25 mars 1998, volume 309, numéro 35, case 2, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 30 mars 1998, volume 1130, numéro 39.

2) un droit de superficie sur un domaine domanial, sis à Bettembourg, inscrit au cadastre de la commune de Bettembourg, section A de Bettembourg, comme suit:

- numéro cadastral 1911/8640, lieu-dit «In Belsgruendchen», place, contenant 200,58 ares.

*Titre de propriété*

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a cédé ce droit de superficie à la société absorbée LUX RECYCLAGE S.A., aux termes d'un acte administratif, en date du 19 juin 1989, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 juillet 1989, volume 283, numéro 10, case 7, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 18 juillet 1989, volume 769, numéro 63.

B) Immeubles transmis par JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE

1) une vaine avec hangar, sise à Belvaux, inscrite au cadastre de la commune de Sanem, section C de Belvaux, comme suit:

numéro cadastral 2035/7098, lieu-dit «Minière de Belvaux», bâtiment, place, contenant 20,00 ares, et vaine, contenant 297,29 ares.

2) une vaine sise à Obercorn, inscrite au cadastre de la commune de Differdange, section C d'Obercorn, comme suit: numéro cadastral 1464/6683, lieu-dit «Auf der Kahlbrueck», vaine, contenant 0,04 are,

3) une vaine, sise à Obercorn, inscrite au cadastre de la commune de Differdange, section C d'Obercorn, comme suit: numéro cadastral 1480/6676, lieu-dit «Auf dem Ronnenberg», vaine, contenant 825,79 ares.

*Titre de propriété*

Les immeubles prédécrits sub 1), 2) et 3) avaient été acquis par la société à responsabilité limitée Entreprise de Transports et de Travaux y relatifs de toutes sortes, JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, alors avec siège social à Steinsel, de la société anonyme ARBED, avec siège social à Luxembourg, aux termes d'un acte de vente avec constitution de servitude de passage, reçu par le notaire instrumentant, en date du 13 octobre 1994, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 21 octobre 1994, volume 990, numéro 67.

Ladite société à responsabilité limitée Entreprise de Transports et de Travaux y relatifs de toutes sortes, JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, a été transformée en une société anonyme en adoptant la prédite dénomination sociale de JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire, reçu par le notaire instrumentant en date du 29 mars 1999, publié au Mémorial C numéro 454 du 16 juin 1999, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 10 août 1999, volume 1191, numéro 84.

4) une place, sise commune de Bertrange, section A de Bertrange, comme suit:

partie des numéros cadastraux 1280/4061, 1288/3815, 1288/5724, 1460/3414, 1461/3415, 1463/2317, 1464, 1465, 1466, 1469/489, 1469/490, 1470 et 1472 et numéros cadastraux entiers 1294, 1467, 1468/487, 1468/488, 1471, et sans numéro cadastral, lieux-dits «In Bourmicht», «rue de l'Industrie», «Bourmichterstrachen», place, contenant 125,93 ares,

- plus amplement désignée en tant que lot 55 sur un plan cadastral dressé par Monsieur l'ingénieur du cadastre Roger Terrens, à Luxembourg, en date du 5 mars 1997, certifié conforme quant au lot numéro 55 à Luxembourg, en date du 5 juillet 1999, ci-annexé.

*Titre de propriété*

L'immeuble ci-avant décrit a été attribué à la société à responsabilité limitée Entreprise de Transports et de Travaux y relatifs de toutes sortes, JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, alors avec siège social à Steinsel, aux termes d'un acte de remembrement, reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 décembre 1997, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 17 mars 1998, volume 1538, numéro 10.

Ladite société à responsabilité limitée Entreprise de Transports et de Travaux y relatifs de toutes sortes, JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, a été transformée en une société anonyme en adoptant la prédite dénomination sociale de JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire, reçu par le notaire instrumentant en date du 29 mars 1999, publié au Mémorial C numéro 454 du 16 juin 1999, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 14 juillet 1999, volume 1596, numéro 85.

5) Commune de Chiny, division 3 Izel:

Un bien cadastré comme carrière en lieu-dit «Le Bon Dieu de Croque» cadastré section B numéro 850A2 d'une superficie cadastrée de deux hectares quatre vingt six ares dix centiares (revenu cadastral 5.800 francs).

#### *Titre de propriété*

L'immeuble prédécrit a été acquis par la société à responsabilité limitée Entreprise de Transports et de Travaux y relatifs de toutes sortes, JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, alors avec siège social à Steinsel, des époux Gilbert Joseph Alfred Bissot - Stommel Herta, de Pin-Izel/Belgique, et consorts, aux termes d'un acte de vente, reçu par Maître Baudouin Jamar, notaire de résidence à Florenville/Belgique, en date du 18 janvier 1973, enregistré à Florenville/Belgique, le 29 janvier 1973, transcrit au bureau des hypothèques à Arlon/Belgique, le 30 janvier 1973, volume 4297, numéro 35.

Ladite société à responsabilité limitée «Entreprise de Transports et de Travaux y relatifs de toutes sortes, JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, a été transformée en une société anonyme en adoptant la prédite dénomination sociale de JEAN LAMESCH ET COMPAGNIE, aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire, reçu par le notaire instrumentant en date du 29 mars 1999, publié au Mémorial C numéro 454 du 16 juin 1999.

L'apport de fusion est fait sous les conditions et modalités ci-après:

- a) La société absorbante aura la propriété et la jouissance de tous les biens apportés au 22 août 1999.
- b) La société absorbante reprend les immeubles avec toutes charges privilégiées et hypothécaires.
- c) La société absorbante reprend les biens apportés dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, sans que de part et d'autre un recours puisse être exercé pour défaut ou excédent de la contenance indiquée des immeubles, la différence excédât-elle un vingtième.
- d) La société absorbante souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les immeubles apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et notamment celles relevées au prédit acte de «vente avec constitution de servitudes de passage» reçu par le notaire instrumentant en date du 13 octobre 1994.
- e) La société absorbante sera subrogée dans tous les privilèges, hypothèques, actions résolutoires, saisies, gages, nantissements et sûretés personnelles attachés aux créances des sociétés absorbées, la société absorbante étant fondée à faire, requérir ou consentir toutes significations et mentions ainsi que toutes inscriptions, renouvellements ou mainlevées de privilèges, de saisies, antériorités, postpositions ou subrogations.
- f) Les sociétés absorbées renoncent aux droits de privilège et d'hypothèque et à l'action résolutoire pouvant leur appartenir contre la société absorbante en raison des obligations et charges assumées par celle-ci en contrepartie de l'apport et dispensent expressément Monsieur le Conservateur des Hypothèques qui opérera la transcription du présent acte de prendre inscription d'office de quelque chef que ce soit.
- g) La société absorbante déclare et reconnaît avoir connaissance des deux contrats de concession de droits de superficie avec l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, en date du 19 juin 1989 et 31 décembre 1997, et notamment de l'article 7, dernier paragraphe de deux conventions précitées, quant à l'obtention de l'accord écrit préalable du Ministère compétent en cas d'aliénation ou de mise à disposition à un tiers. La société absorbée LUX RECYCLAGE S.A. a informé la Direction de l'Administration de l'Enregistrement et Domaines du transfert des droits respectifs dans le cadre de la fusion intervenue, suivant lettre du 7 juillet 1999, avec accusé de réception de la part de ladite Administration en date du 16 juillet 1999, ci-annexées en copies.

Le Ministère de l'Economie a marqué son accord avec la fusion suivant lettre du 2 août 1999, ci-annexée en copie.

h) Eu égard aux biens immobiliers situés en Belgique, la société absorbante, représentée comme préindiqué, requiert le notaire instrumentant de documenter les dispositions suivantes:

#### 1) Urbanisme

Le bien n'a fait l'objet d'aucun permis d'urbanisme ni d'un certificat d'urbanisme laissant prévoir la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur ce bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 & 1<sup>er</sup>, et le cas échéant, à l'article 84 & 2 alinéa 1<sup>er</sup> du Code Wallon de l'aménagement du Territoire de l'Urbanisme et du Patrimoine et qu'en conséquence aucun engagement n'est pris quant à la possibilité d'exécuter ou de maintenir ces actes et travaux sur ce même bien. En outre, il est rappelé qu'aucun des actes et travaux visés à l'article 84 & 1<sup>er</sup>, et le cas échéant, à l'article 84 & 2<sup>ème</sup> du C.W.A.T.U.P., ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.

#### 2) Déclarations

Le notaire Reginald Neuman soussigné certifie:

- qu'il a donné lecture de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement;
- qu'il a donné lecture des articles soixante deux paragraphe 2 et septante trois du code de la T.V.A. La société absorbée déclare être assujettie à cette taxe sous le numéro LU 10080557.

#### 3) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes les parties déclarent faire élection de domicile en leur sièges sociaux préindiqués.

Pour l'exécution de l'apport de l'immeuble prédécrit sis à Chiny, division 3 Izel, les parties déclarent faire élection de domicile à Etalle (Belgique), Zoning le Magenot.

#### 4) Dispense d'inscription d'office

Monsieur le Conservateur des Hypothèques est dispensé de prendre inscription d'office du chef des présentes pour quelque cause que ce soit.

#### *Attestation*

Le notaire instrumentant certifie avoir vérifié l'existence des actes et formalités incombant aux sociétés, notamment du projet de fusion, et en atteste la légalité.

*Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société absorbante en raison des présentes est estimé à cent quatre-vingt mille (180.000,-) francs.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Lonneux, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 1999, vol. 3CS, fol. 37, case 6. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la prédite société sur sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 1999.

R. Neuman.

(43965/226/140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 1999.

**LAMESCH EXPLOITATION S.A., JEAN LAMESCH EXPLOITATION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Wolser Nord.

R. C. Luxembourg B 23.555.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(43966/226/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 1999.

**DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A.,**

**Société Anonyme,**

**(anc. YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A.)**

Registered office: L-1219 Luxembourg, 13, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 30.235.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the twenty-first day of September.

Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A. (the «Company»), incorporated in Luxembourg on 21 March 1989 by deed of Maître Joseph Kerschen, at the time notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as published in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the «Mémorial») C 212 of August 3, 1989. The articles of incorporation have been amended on May 2, 1991 by deed of Maître Joseph Kerschen, prenamed, as published in the Mémorial C 276 of July 18, 1991.

The meeting was opened at 11.30 am under the chairmanship of Mr Kiyoshi Terao, Managing Director, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, who appointed, Maître Freddy Brausch, lawyer, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as secretary to the meeting.

The meeting elected Mr Hiroshi Tsuruta, Deputy General Manager, residing in Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, as scrutineer.

Then the chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders and the number of shares held by each of them are listed on an attendance list signed by the shareholders present and represented and by the members of the bureau; this list and the proxies of the shareholders represented, initialled *ne varietur*, will remain attached to the original of these minutes in order to be registered with it.

2. It results from the said attendance list that all the shares of the Company are present or represented at the meeting which is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all matters on the agenda, of which the shareholders have been informed before this meeting.

3. The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

I. To change the Company's name from YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A. to DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A., with effect from October 1, 1999 and to amend Article 1 of the articles of incorporation of the Company, accordingly.

II. Miscellaneous.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously, took the following resolution:

*Sole resolution*

Resolved to change the Company's name from YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) SA. to DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A., with effect from October 1, 1999 and to amend Article 1 of the articles of incorporation of the Company, accordingly. With effect from October 1, 1999, Article 1 of the articles of incorporation of the Company shall have the following wording:

«**Art. 1.** There exists among the holders of shares of the Company and all those who may become owners of shares of the Company, a company under the name of DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A.»

*Evaluation of costs*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at thirty thousand Luxembourg francs (30,000.- LUF).

There being no further business on the agenda, the meeting was closed at 12.00 and the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons the present deed is worded in English followed by a French translation. In case of divergencies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by the first names, surnames, civil status and residences, the said persons signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-neuf, le vingt et un septembre.

Par-devant Nous, Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A. (la «société»), constituée à Luxembourg, suivant acte reçu par Maître Joseph Kerschen, à l'époque notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 mars 1989, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial») C 212 du 3 août 1989. Les statuts ont été modifiés le 2 mai 1991 suivant acte reçu par Maître Joseph Kerschen, préqualifié, publié au Mémorial C 276 du 18 juillet 1991.

L'assemblée est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Kiyoshi Terao, Managing Director, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, qui désigne Maître Freddy Brausch, avocat, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme secrétaire.

L'assemblée élit Monsieur Hiroshi Tsuruta, Deputy General Manager, demeurant à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, comme scrutateur.

Ensuite, le président déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1. Les actionnaires et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur la liste de présence signée par les actionnaires présents et représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur, resteront annexées à l'original de ce procès-verbal pour être enregistrées avec lui.

2. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions de la société sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été informés avant la présente assemblée.

3. L'ordre du jour est le suivant:

*Ordre du jour*

I. De modifier avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1999 le nom de la société de YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A. en DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A., et de modifier en conséquence l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société.

II. Divers.

Après délibération, l'assemblée a pris, à l'unanimité, la résolution suivante:

*Seule résolution*

Décide de modifier avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1999 le nom de la société de YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A. en DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A., et de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1999. L'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société aura la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les actionnaires et tous ceux qui deviendront par la suite propriétaires d'actions de la Société, il existe une société anonyme sous la dénomination de DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A.»

*Evaluation des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison du présent acte sont estimés à environ trente mille francs luxembourgeois (30.000.- LUF).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12.00 heures.

Le notaire soussigné, qui parle l'anglais, déclare que le présent acte a été dressé en anglais, suivi d'une traduction en français. En cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. Terao, F. Brausch, H. Tsuruta, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 22 septembre 1999, vol. 411, fol. 7, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 24 septembre 1999.

E. Schroeder.

(45000/228/106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 1999.

**DAI-ICHI KANGYO FUJI TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A.,**  
**Société Anonyme,**  
**(anc. YASUDA TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A.**  
 Siège social: L-1219 Luxembourg, 13, rue Beaumont.  
 R. C. Luxembourg B 30.235.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 septembre 1999. E. Schroeder.  
 (45001/228/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 1999.

**F & I ASSETS ONLINE, Société Anonyme.**  
 Registered office: L-4178 Esch-sur-Alzette, 4-6, rue Goedert.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the sixteenth of July.  
 Before Us, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich.

There appeared:

- 1.- Mr Rainer Kühn, banker, residing in L-4178 Esch-sur-Alzette, 4-6, rue Goedert.
- 2.- The limited liability company F & I OBU HOLDING, having its registered at L-4178 Esch-sur-Alzette, 4-6, rue Goedert, incorporated by a deed of the undersigned notary on July 16, 1999, hereby represented by two members of the board of directors Mr Rainer Kühn, prenamed, and Mr Ronald Weber, auditor, residing in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

Such appearing parties, acting as aforesaid, have decided to form among themselves a public liability company in accordance with the following Articles of Incorporation:

**Heading I. Form - Name - Registered Office - Object - Duration**

**Art. 1. Form, Name.**

An association has hereby been formed between the subscribing parties and all persons who may become owners of the shares hereinafter created, which shall be in the form of a public liability company (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg («Luxembourg») and by the present Articles of Association.

The Company shall bear the name F & I ASSETS ONLINE.

**Art. 2. Registered Office.**

The registered office shall be located in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the Board of Directors.

Should the Board of Directors consider that extraordinary political, economic or social events of a nature likely to disrupt the normal activity of the registered office or the facility of communications between the registered office and foreign countries may occur or are imminent, it may transfer the registered office to a foreign country temporarily. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg Company.

Such declaration of transfer of registered office shall be made and brought to the attention of third parties by one of the executive organs of the Company entrusted with the daily management of the Company.

**Art. 3. Object.**

The object of the corporation is:

- to bring data of financial transactions into a format allowing proper and timely analysis, to prepare for the use of its clients statements of financial transactions and more generally establish financial positions with banks and other financial intermediaries as a tool for its clients and advisers to make investments decisions. The company will not advise its clients on financial transactions (market change risk), nor carry on any asset management activity.

- the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests. The corporation may in particular acquire all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a direct and substantial interest.

In general, the corporation may take any measure and carry out any operation which it may deem useful to the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.**

The Company is formed for an unlimited period.

It may be wound up at any time by decision of the General Meeting acting under the conditions provided by law.

## Heading II. Capital - Shares

### Art. 5. Capital.

The capital of the Company is set at one hundred thousand Euros (100,000.- EUR) divided into one thousand (1,000) shares without nominal value.

The Company has an authorised capital of one million Euros (1,000,000.- EUR) divided into ten thousand (10,000) shares without nominal value.

The board of directors is authorized and empowered within a period of five years following the day of the publication of the present deed in the Mémorial C, to increase the corporate capital in one or several successive tranches, within the limits of the authorized capital. Such increase of capital may be realized by subscription and issuing of new shares, with or without premium, by whole or partial paiement as determined by the board of directors. The board of directors is especially empowered, within the limits of the authorized capital, to issue new shares with limitation or cancellation of the preferential subscription right of the existing shareholders. The board of directors may empower any member of the board of directors, director, mandator or any other duly authorized person to receive the subscription of the new shares to be issued and the paiement for the shares representing the whole or partial increase of capital.

After each increase performed in the legally required form by the board of directors within the limits of the authorized capital, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment by the board of directors.

### Art. 6. Form of Shares.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

## Heading III. Board of Directors

### Art. 7. Board of Directors.

The Company shall be managed by a Board composed of at least three members, who may or may not be shareholders.

The Directors shall be appointed by the General Meeting of Shareholders, which shall determine the number of Directors, to be appointed for a period not to exceed six years, and who shall remain in office until the election of their successors.

Directors shall be eligible for re-election, and may be removed at any time by the General Meeting, with or without reason.

### Art. 8. Meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors may choose a Chairman from among its members.

It may also choose a Secretary, who needs not to be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the General Meetings.

The Board of Directors shall meet upon call of the Chairman.

A meeting of the Board must be convened upon the request of any two Directors.

The Chairman shall preside over all General Meetings and all meetings of the Board of Directors; but in his absence, the General Meeting or the Board of Directors shall designate another Director by majority vote to preside over the meeting.

Written notice of all meetings of the Board of Directors shall be given to all Directors at least one week before the date fixed for the meeting, except in emergencies or by agreement of all persons entitled to attend the meeting.

The notice shall indicate the place and time of the meeting and shall indicate the agenda.

The notice may be waived upon agreement in writing by telecopier, cable, telegram, or telex from each Director.

A special notice shall not be required for meetings held on a date and at a place determined in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

All meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg, or at such other place as may from time to time be determined by the Board of Directors.

A Director may be represented at meetings of the Board of Directors through the designation of another director in writing by telecopier, cable, telegram, or telex, as his proxy.

The Board of Directors may validly deliberate and act only if the majority of Directors are present or represented.

Decisions shall be taken by simple majority vote of the Directors present or represented at the meeting.

In case of an emergency, a written decision signed by all Directors shall be deemed regular and valid, as if it had been adopted at a meeting of the Board of Directors duly convened and held.

Such decision may be documented in one or more separate documents with the same content, each signed by one or more Directors.

### Art. 9. Minutes of the Meetings of the Board of Directors.

The minutes of each meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman of the meeting. All proxies shall be attached to the minutes. Copies or extracts of minutes intended for use in court or elsewhere shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

### Art. 10. Powers of the Board of Directors.

The Board of Directors shall have full power to perform all acts necessary or useful for the achievement of the Company's object.

All powers not expressly reserved to the General Meeting by law or by the present Articles of Association shall be within the competence of the Board of Directors.

### Art. 11. Delegation of powers.

The Board of Directors may delegate the daily management of the Company, as well as the representation of the Company as regards such management, to one or more Directors, Managing Directors, proxies, employees, or other

agents, who may or may not be shareholders of the Company, and may confer special powers of attorney, proxy, or permanent or temporary functions upon persons or agents of their choice.

The delegation of daily management to a Director shall be subject to prior authorization by the General Meeting of Shareholders.

**Art. 12. Representation of the Company.**

As regards third parties, the Company shall be bound by the joint signatures of any two Directors, or by the individual signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within the scope of such daily management, or by the joint signatures or individual signature of all persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

**Art. 13 Statutory auditors.**

The transactions of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors, who may or may not be shareholders.

The statutory auditors shall be appointed by the General Meeting of Shareholders, who shall determine their number, for a period not to exceed six years, and they shall remain in office until the election of their successors.

They shall be eligible for re-election and may be removed by the General Meeting at any time, with or without reason.

**Heading IV. General Meeting of Shareholders**

**Art. 14. Powers of the General Meeting.**

All regularly constituted General Meetings of Shareholders shall represent the totality of the shareholders.

The meetings shall have all powers reserved to it by law and by these Articles of Association.

**Art. 15. General Annual Meeting.**

The General Annual Meeting shall be held at the registered office of the Company or at any other place indicated in the notice of the General Meeting, on the first Tuesday of the month of May of each year at 11.00 a.m., and for the first time in the year 2000.

If this day is a public holiday, the meeting shall be held on the first following business day.

**Art. 16. Other General Meetings.**

The Board of Directors may convene other General Meetings. Such meetings must be held upon the request of shareholders representing at least one fifth of the Company's capital.

The General Meetings, including the General Annual Meeting, may be held in foreign countries under circumstances of force majeure, upon the final decision of the Board of Directors.

**Art. 17. Procedure, Vote.**

The General Meetings shall be convened by the Board of Directors or by the statutory auditors in conformity with the conditions fixed by law.

The notice shall state the agenda of the General Meeting.

In the event that all shareholders are present or represented, and declare that they are aware of the agenda of the meeting, this may be held without prior notice.

Any shareholder may take part in the meetings upon designation in writing, by telecopier, cable, telegram, or telex of a proxy, who needs not be a shareholder.

The Board of Directors may determine any other requirements for participation in the General Meetings.

Except as otherwise required by law, all decisions shall be taken by simple majority vote, whatever the number of shares represented at the meeting.

The amendment of the Articles of Association shall require a quorum of fifty per cent of the share capital present or represented and a majority of two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

Every share shall be entitled to one vote.

Copies or extracts of the minutes of the meeting intended for use in court or elsewhere shall be signed by the Chairman of the Board of Directors, or by any two Directors.

**Heading V. Company's Financial Year, Distribution of Profits**

**Art. 18. Company's Financial Year.**

The Company's financial year shall commence upon the first of January and terminate upon the 31 of December of each year, except for the first Company's financial year, which shall begin upon the date of formation of the Company and terminate upon the last day of December 1999.

The Board of Directors shall prepare the annual accounts according to the provisions of the laws of Luxembourg and accounting practices.

**Art. 19. Appropriation of Profits.**

Of the net profits of the Company, five per cent (5%) shall be withdrawn for the formation of a legal reserve fund. Such withdrawal shall cease to be obligatory when and as long as the legal reserve fund amounts to one tenth of the Company's capital.

Upon recommendation of the Board of Directors, the General Meeting of Shareholders shall decide on the appropriation of the balance of the annual net profits.

It may decide to transfer the totality or a portion of the balance to a reserve or provision reserve, to carry it forward or to distribute it to the shareholders as dividends.

The Board of Directors may proceed with an interim dividend under the conditions fixed by law. It shall determine the amount as well as the date of payment of such interim dividends.

The Company may repurchase its own shares in conformity with the provisions of the law.

## Heading VI. Dissolution, Liquidation

### Art. 20. Dissolution, Liquidation.

The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting deliberating under the same conditions of quorum and majority as those required for the amendment of the Articles of Association, unless otherwise provided by law.

Upon the dissolution of the Company, the liquidation shall be effected by one or more liquidators appointed by the General Meeting of the Shareholders, who shall determine their powers and compensation.

## Heading VII. Applicable Law

### Art. 21. Applicable Law.

All matters not regulated by the present Articles of Association shall be regulated in conformity with the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended.

#### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing persons, represented as aforesaid, these parties have subscribed for the number of shares as follows:

1.- Mr Rainer Kühn, prenamed, twenty-five shares . . . . .	25
2.- F & I OBU HOLDING, prenamed, nine hundred seventy-five shares . . . . .	975
Total of shares: . . . . .	1,000

The capital has been fully payed in and is at the disposal of the company, wherever proof has been given to the undersigned notary.

#### *Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *Valuation, Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 90,000.- LUF.

#### *Extraordinary general meeting*

The above-named persons, present or represented as aforesaid, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

1. Resolved to fix at three (3) the number of directors and further resolved to elect the following as directors:

- a) Mr Rainer Kühn, banker, residing in L-4178 Esch-sur-Alzette, 4-6, rue Goedert.
- b) Mr Ronald Weber, auditor, residing in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
- c) Mr Lutz Franz, business administrator, residing 3, Silver Terrace Road, Clearwater Bay, Kowloon, Hong Kong.

The directors will hold office until the annual general meeting of shareholders to be held in 2000.

2. Resolved to fix at one (1) the number of statutory auditors and further resolved to elect the following as statutory auditor for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2000: PANNELL KERR FORSTER, in abbreviated form PKF LUXEMBOURG, having its registered office in L-2212 Luxemburg, 6, place de Nancy, R. C. Luxembourg B 48.951.

3. Pursuant to the provisions of the articles of incorporation and of the company law the shareholders' meeting hereby authorises the board of directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one ore more of his members.

4. The registered office is located in L-4178 Esch-sur-Alzette, 4-6, rue Goedert (Grand Duchy of Luxembourg).

In faith of which the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-Eich, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above named persons, the present deed is worded in English followed by a German version; upon request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the English will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, Christian names, civil status and domiciles, the appearing person signed together with the notary the present deed.

#### Follows the German translation:

Im Jahre eintausendneunhundertneunundneunzig, den sechzehnten Juli.  
Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, im Amtssitz in Luxemburg-Eich.

Sind erschienen:

- 1.- Herr Rainer Kühn, Bankier, wohnhaft in L-4178 Esch an der Alzette, 4-6, rue Goedert.
- 2.- Die Aktiengesellschaft Holding F & I OBU HOLDING, mit Sitz in L-4178 Esch an der Alzette, 4-6, rue Goedert, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 14. Juli 1999.

Welche Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, beschlossen haben zwischen ihnen eine Aktiengesellschaft zu gründen mit folgenden Statuten:

## **Kapitel I. Form - Name - Sitz - Zweck - Dauer der Gesellschaft**

### **Art. 1. Form, Name der Gesellschaft.**

Zwischen den obengenannten Komparanten und all jenen Personen, welche Inhaber der Anteile werden, welche hiermit geschaffen werden, wird andurch eine Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft (die «Gesellschaft») gegründet. Diese Aktiengesellschaft unterliegt der Gesetzgebung des Grossherzogtums Luxemburg («Luxemburg») und den Bestimmungen dieser Satzung.

Die Gesellschaft trägt den Namen F & I ASSETS ONLINE.

### **Art. 2. Sitz der Gesellschaft.**

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Esch an der Alzette (Grossherzogtum Luxemburg).

Er kann durch Beschluss des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eingetreten sind oder bevorstehen, die die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegen. Diese provisorischen Massnahmen haben keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche, unbeschadet dieser provisorischen Verlegung des Gesellschaftssitzes, die luxemburger Staatsangehörigkeit beibehält.

Die Anordnung der Verlegung des Gesellschaftssitzes ist von einer der Personen, die mit der täglichen Geschäftsführung betraut sind, auszuführen und bekanntzugeben.

### **Art. 3. Zweck der Gesellschaft.**

Zweck der Gesellschaft ist:

- Daten über Finanztransaktionen in eine Formatierung zu bringen, die es erlaubt ordnungsgemässe und zeitnahe Analysen zu erstellen; auf dieser Basis Kontodarstellung und Auszüge zu fertigen und ganz allgemein so aufzubereiten, daß der Kunde Finanzdispositionen durchführen kann und seine Positionen mit Banken und anderen Finanzdienstleistern erstellen und abstimmen kann. Die Darstellungen sind ein Instrument für den Kunden und seine Finanzdienstleister um Investmententscheidungen zu treffen. Die Gesellschaft wird ihre Mandanten nicht zu Finanztransaktionen (Marktveränderungsrisiko) beraten oder andere Vermögensverwaltungsaktivitäten vornehmen.

- der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräussern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzende Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen sie direkt massgeblich beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Massnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern.

### **Art. 4. Dauer der Gesellschaft.**

Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung gemäss den gesetzlichen Bestimmungen aufgelöst werden.

## **Kapitel II. Kapital - Aktien**

### **Art. 5. Kapital.**

Das Gesellschaftskapital wird auf einhunderttausend Euros (100.000,- EUR) eingeteilt in eintausend Aktien (1.000 Aktien ohne Nennwert).

Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital von einer Million Euros (1.000.000,- EUR) eingeteilt in zehntausend (10.000) Aktien ohne Nennwert.

Der Verwaltungsrat wird ermächtigt und bevollmächtigt während der Dauer von fünf Jahren vom Tage der Veröffentlichung der gegenwärtigen Satzung angerechnet, das gezeichnete Aktienkapital ganz oder teilweise, in einer einmaligen oder mehreren Auflagen, im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhungen können durchgeführt werden durch Zeichnung und Ausgabe neuer Aktien, mit oder ohne Emissionsprämie, durch ganze oder teilweise Einzahlung, je nach den Beschlüssen des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ist im besonderen ermächtigt im Rahmen des genehmigten Kapitals neue Aktien auszugeben mit Einschränkung oder Aufhebung des Vorzugsrechtes der bestehenden Aktionäre. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, jeden Direktor, Prokuristen oder jede andere ordnungsgemäss bevollmächtigte Person beauftragen, die Zeichnung der neu auszugebenden Aktien und die Zahlung für die Aktien, welche für die ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen, entgegenzunehmen.

In Folge jeder durch den Verwaltungsrats erfolgten Kapitalerhöhung im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und des genehmigten Kapitals, muss gegenwärtiger Artikel der erfolgten Änderung durch den Verwaltungsrat angepasst werden.

### **Art. 6. Form der Aktien.**

Die Aktien sind je nach Belieben des Aktionärs entweder Namens- oder Inhaberaktien.

## **Kapitel III. Verwaltungsrat**

### **Art. 7. Verwaltungsrat.**

Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Gesellschafter sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, die die Zahl

der Verwaltungsratsmitglieder festlegt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden auf eine Höchstdauer von sechs Jahren ernannt und bleiben im Amt bis zur Wahl ihres Nachfolgers. Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar und können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

**Art. 8. Verwaltungsratssitzungen.**

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestimmen.

Er kann ebenfalls einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der für die Sitzungsprotokolle der Gesellschafterversammlung und der Verwaltungsratssitzungen zuständig ist.

Der Verwaltungsrat tritt zusammen durch Einberufung des Vorsitzenden und ebenso jedesmal dann, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder die Einberufung verlangen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende führt den Vorsitz der Gesellschafterversammlungen und der Verwaltungsratssitzungen; in seiner Abwesenheit wird die Gesellschafterversammlung oder der Verwaltungsrat mit einer Mehrheit der Stimmen ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestimmen, welches den Vorsitz der Versammlung führen wird.

Die schriftliche Einberufung aller Verwaltungsratssitzungen muss mindestens eine Woche vor der Sitzung an alle Verwaltungsratsmitglieder verschickt werden, mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen oder im Falle des Einverständnisses aller Personen, die an der Sitzung teilnehmen können.

Die Einberufung gibt den Ort, die Zeit und die Tagesordnung der Sitzung an.

Durch schriftliches Einverständnis aller Verwaltungsratsmitglieder per Brief, Kabeltelegramm, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie kann auf die Einberufung verzichtet werden.

Es bedingt keiner speziellen Einberufung für Sitzungen, für welche das Datum und der Sitzungsort im voraus durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt worden sind.

Jede Verwaltungsratssitzung findet in Luxemburg statt oder an einem anderen Ort, welcher von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt werden kann.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Mitglied durch Brief, Kabeltelegramm, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie Vollmacht zur Vertretung und zur Abstimmung bei einer Verwaltungsratssitzung erteilen.

Der Verwaltungsrat kann nur gültig beraten und ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder erschienen oder vertreten ist.

Jeder Beschluss wird durch die Mehrheit der abstimmenden erschienenen oder vertretenen Mitglieder gefasst.

In Dringlichkeitsfällen ist ein schriftlicher Beschluss, welcher von allen Verwaltungsratsmitglieder unterschrieben ist, gültig und rechtsverbindlich, als wäre er während einer rechtmässig einberufenen Verwaltungsratssitzung, die gültig beraten hat, gefasst worden.

Ein solcher Beschluss kann in einem oder mehreren getrennten Dokumenten mit gleichem Inhalt beurkundet werden. Jedes dieser Dokumente ist von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitglieder unterschrieben.

**Art. 9. Sitzungsprotokolle der Verwaltungsratssitzungen.**

Die Sitzungsprotokolle der Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Versammlung unterschrieben. Die Vollmachten sind den Protokollen beizufügen. Die Abschriften und Auszüge von Protokollen, welche vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

**Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates.**

Der Verwaltungsrat ist befugt, jedwede Handlung vorzunehmen, welche zur Erreichung des Gesellschaftszweckes notwendig oder zweckdienlich ist.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Verwaltungsrates.

**Art. 11. Übertragung von Vollmachten.**

Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in bezug auf die tägliche Geschäftsführung an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder sowie an geschäftsführende Direktoren, Bevollmächtigte, Angestellte oder andere Beauftragte übertragen, welche nicht Gesellschafter sein müssen aber Gesellschafter sein können. Der Verwaltungsrat kann auch Spezialvollmachten oder Vollmachten erteilen oder fortdauernde oder vorübergehende Funktionen an Personen oder Beauftragte seiner Wahl übergeben.

Falls die tägliche Geschäftsführung an ein Mitglied des Verwaltungsrates übertragen wird, ist hierzu die vorherige Genehmigung der Gesellschafterversammlung nötig.

**Art. 12. Vertretung der Gesellschaft.**

Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten rechtsverbindlich verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von je zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die einzelne Unterschrift der Person, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt wurde, im Rahmen dieser täglichen Geschäftsführung, oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift von allen Personen, auf die der Verwaltungsrat solche Unterschriftsbefugnisse übertragen hat, aber nur im Rahmen dieser Unterschriftsbefugnisse.

**Art. 13. Kommissare.**

Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, Gesellschafter oder Nichtgesellschafter.

Die Kommissare werden durch die Gesellschafterversammlung, welche ihre Zahl bestimmt, für eine Höchstdauer von sechs Jahren ernannt und bleiben auf ihrem Posten bis zur Wahl ihres Nachfolgers. Sie sind wiederwählbar, die Gesellschafterversammlung kann ihr Mandat zu jeder Zeit mit oder ohne Grund widerrufen.

**Kapitel IV. Gesellschafterversammlung**

**Art. 14. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.**

Die Gesellschafterversammlung, welche ordnungsgemäss zusammengekommen ist, vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Sie hat sämtliche Befugnisse, welche das Gesetz und gegenwärtige Satzung ihr erteilen.

**Art. 15. Jährliche Gesellschafterversammlung.**

Die jährliche Gesellschafterversammlung tritt ein am ersten Dienstag des Monats Mai eines jeden Jahres um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort, welcher in der Einberufung angegeben ist, und zum ersten Mal im Jahre 2000.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so wird die jährliche Gesellschafterversammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

**Art. 16. Andere Gesellschafterversammlungen.**

Der Verwaltungsrat kann andere Gesellschafterversammlungen einberufen. Diese Versammlungen müssen auf Anfrage von Aktionären abgehalten werden, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Wenn Fälle von höherer Gewalt eintreten sollten, welche souverän vom Verwaltungsrat abgewägt werden, können die Gesellschafterversammlungen, inbegriffen auch die jährliche Gesellschafterversammlung, im Ausland abgehalten werden.

**Art. 17. Prozedur, Wahl.**

Die Gesellschafterversammlungen werden vom Verwaltungsrat oder von den Kommissaren in der vom Gesetz vorgeschriebenen Form einberufen.

Die Einberufung beinhaltet die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung.

Falls sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, die der Versammlung vorgelegte Tagesordnung zu kennen, kann eine Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden.

Jeder Gesellschafter kann einen Bevollmächtigten, Gesellschafter oder Nichtgesellschafter, durch Brief, Kabeltelegramm, Telegramm, Femschreiben oder Telekopie zu seiner Vertretung und zur Abstimmung bei einer Gesellschafterversammlung ernennen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, alle anderen Bedingungen zur Teilnahme an der Gesellschafterversammlung festzulegen.

Ausser im Falle einer gegensätzlichen Bestimmung des Gesetzes werden die Beschlüsse, unbeschadet der Zahl der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Aktien, mit einfacher Mehrheit der Stimmen gefasst.

Die Änderung der Satzung verlangt die Präsenz oder die Vertretung von fünfzig Prozent des Gesellschaftskapitals und eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter.

Jede Aktie gibt Recht auf ein Stimmrecht.

Die Abschriften oder Auszüge der Versammlungsprotokolle, welche bei Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

## Kapitel V. Geschäftsjahr - Gewinnausschüttung

**Art. 18. Geschäftsjahr.**

Das Geschäftsjahr beginnt mit dem ersten Tag des Monats Januar und endet mit dem letzten Tag des Monats Dezember. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr mit dem heutigen Tag und endet am 31. des Monats Dezember 1999.

Der Verwaltungsrat bereitet die Jahresrechnung entsprechend den luxemburgischen Rechtsvorschriften und den Buchhaltungsregeln vor.

**Art. 19. Gewinnausschüttung.**

Von dem durch die Bilanz ausgewiesenen Reingewinn sind 5% abzuziehen zur Speisung des gesetzlichen Reservefonds. Die Verpflichtung dieses Abzuges entfällt, sobald und solange der Reservefonds ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Auf Empfehlung des Verwaltungsrates wird die Gesellschafterversammlung über die Ausschüttung des Saldos des Reingewinnes entscheiden.

Die Gesellschafterversammlung kann beschliessen, den restlichen Gewinn oder einen Teil davon einem Reserve- oder Provisionsfonds zukommen zu lassen, ihn zu übertragen oder an die Gesellschafter als Dividende zu verteilen.

Der Verwaltungsrat kann unter den gesetzlich festgelegten Bedingungen eine Anzahlung auf Dividende vornehmen.

Der Verwaltungsrat beschliesst den Betrag und das Datum, an welchem eine solche Anzahlung vorgenommen wird.

Die Gesellschaft kann, unter Beachtung der vom Gesetz vorgeschriebenen Bedingungen, ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

## Kapitel VI. Auflösung - Liquidation

**Art. 20. Auflösung, Liquidation.**

Die Gesellschafterversammlung kann zu jeder Zeit unter denselben Bedingungen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Mehrheit wie die, die für eine Satzungsänderung erforderlich sind, die Auflösung der Gesellschaft entscheiden, ausser bei anderslautenden Gesetzesbestimmungen.

Bei Auflösung der Gesellschaft werden ein oder mehrere Liquidatoren ernannt. Ihre Ernennung erfolgt durch die Gesellschafterversammlung, welche ihre Befugnisse und Bezüge festsetzt.

## Kapitel VII. Geltendes Recht

**Art. 21. Geltendes Recht.**

Für alle Punkte, welche nicht durch die gegenwärtige Satzung bestimmt werden, beziehen sich die Parteien auf das Gesetz vom 15. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften sowie dessen Abänderungsgesetze.

*Zeichnung und Einzahlung der Aktien*

Nachdem die Statuten durch die Komparenten, anwesend oder vertreten wie eingangs erwähnt, wurden die Aktien wie folgt gezeichnet:

1.- Herr Rainer Kühn, vorgeannt, fünfundzwanzig Aktien	25
2.- F & I OBU HOLDING, vorgeannt, neunhundertfünfundsiebzig Aktien	975
Total der Aktien:	1.000

Das Kapital wurde vollständig eingezahlt und steht der Gesellschaft zur Verfügung, worüber dem unterzeichneten Notar der Nachweis erbracht wurde.

*Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bestimmungen erfüllt sind.

*Abschätzung, Kosten*

Die Auslagen, Kosten und Honorare jedweder Art welche der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Gründung erwachsen, werden abgeschätzt auf 90.000,- LUF.

*Ausserordentliche Generalversammlung*

Die Komparenten, anwesend oder vertreten wie eingangs erwähnt, welche das gesamte Kapital vertreten und welche sich als rechtsgültig einberufen erklären, haben sich in einer aussergewöhnlichen Generalversammlung zusammengefunden.

Nachdem sie festgestellt haben, dass die Versammlung rechtsgültig einberufen wurde, haben sie einstimmig nachfolgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt und folgende Mitglieder werden ernannt:

a) Herr Rainer Kühn, Bankier, wohnhaft in L-4178 Esch an der Alzette, 4-6, rue Goedert.

b) Herr Ronald Weber, Wirtschaftsprüfer, wohnhaft in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

c) Herr Lutz Franz, business administrator, wohnhaft 3, Silver Terrace Road, Clearwater Bay, Kowloon, Hong Kong.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sind gültig bis zu jährlichen Generalversammlung welche im Jahre 2000 stattfindet.

2. Die Zahl der Kommissare wird auf einen (1) festgesetzt und bis zur jährlichen Generalversammlung welche im Jahre 2000 stattfindet wird ernannt: PANNELL KERR FORSTER, in Abkürzung PKF LUXEMBOURG, mit Sitz in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, R. C. Luxembourg B 48.951.

3. Gemäss den Bestimmungen der Statuten und des Gesetzes über die Gesellschaften ermächtigt die ausserordentliche Generalversammlung den Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft gegenüber Dritten einem oder mehreren seiner Mitglieder oder auch Dritten übertragen.

4. Der Gesellschaftssitz ist in L-4178 Esch an der Alzette, 4-6, rue Goedert (Grossherzogtum Luxemburg).

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg-Eich, Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar welcher Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Begehren der oben erwähnten Parteien, gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst worden ist; auf Begehren der erwähnten Personen und im Falle der Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist der englische Text massgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat der Komparent mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. Kühn, R. Weber, P. Decker.

Der unterzeichnete Notar Paul Decker im Amtssitz in Luxemburg-Eich erklärt namens der Parteien und zwecks Berechnung der Fiskalgebühren, das gezeichnete Kapital von 100.000,- EUR abzuschätzen auf 4.033.990,- LUF (offizieller Kurs vom 1.1.1999: EUR 1,- = LUF 40,3399).

Gezeichnet: P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 1999, vol. 3CS, fol. 9, case 121. – Reçu 40.340 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg-Eich, den 29. Juli 1999.

P. Decker.

(36183/206/503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 1999.

**S.A. DES ANCIENS MAGASINS JULES NEUBERG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 6.183.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 1999, vol. 527, fol. 15, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 30 juillet 1999.

Signature.

(36136/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 1999.

**SOCIETE IMMOBILIERE EXCELSIOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 11, rue de Strasbourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le sept mai.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme SOCIETE IMMOBILIERE EXCELSIOR S.A., en liquidation, avec siège à Hesperange, constituée suivant acte notarié du 29 août 1947, publié au Mémorial C n° 85 du 8 novembre 1947.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 9 septembre 1993, publié au Mémorial C n° 596 du 15 décembre 1993. (mise en liquidation)

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Théo Hettinger, président, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur René Thill, demeurant à Howald.

L'assemblée élit comme scrutateur: Monsieur Jean Hoffmann, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

Qu'il résulte d'une liste de présence que sur les 4.500 actions d'une valeur nominale de LUF 1.000,- francs chacune, représentant l'intégralité du capital social de LUF 4.500.000,-, 4.458 actions, soit plus de la moitié, sont présentes ou représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour conçu comme ci-dessous.

Les convocations à l'assemblée ont été régulièrement publiées en conformité avec la loi.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires ou de leurs mandataires, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Suppression de l'article 8 des statuts.
2. Transfert du siège de Hesperange à Luxembourg.
3. Modification afférente de l'article 3 des statuts.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix.

L'assemblée a délibéré sous réserve que les convocations ont été opérées en conformité de la loi de 1915.

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de reporter le premier point de l'ordre du jour à une assemblée générale ultérieure.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège de Hesperange à Luxembourg.

L'adresse du siège est L-2561 Luxembourg, 11, rue de Strasbourg.

*Troisième résolution*

Suite à la résolution qui précède, il y a lieu de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 3.** Le siège social est établi à Luxembourg.*Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société pour le présent acte n'excéderont pas quinze mille francs.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus de Nous, notaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: T. Hettinger, R. Thill, J. Hoffmann, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 21 mai 1999, vol. 850, fol. 49, case 12. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé):* M. Ries.

Pour expédition conforme

G. d'Huart

Pétange, le 17 juin 1999.

(36152/207/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 1999.

**SALON DE COIFFURE FIOR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1648 Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 55.524.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 1999, vol. 527, fol. 10, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg les 30 juillet 1999.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN

Signature

(36137/596/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 1999.

36330

**ROLUB S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 42.512.

*Rectification de la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue en date du 22 juin 1999  
et déposée au registre de commerce en date du 16 juillet 1999*

Il y a lieu de lire:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transformer la société de société anonyme holding en société anonyme de participations financières et de supprimer dans les statuts toute mention à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1998.

Suite à cette modification, l'article seize (16) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 16.** La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Délivrée à la société sur sa demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 4 octobre 1999.

*Pour la société*  
F. Kessler  
*Notaire*

(04099/219/21)

**STEMEL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 39.392.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 3 novembre 1999 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1999.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04061/534/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**E.F.E.C. LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 45.817.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 9 novembre 1999 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1999 n'a pas pu délibérer sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 9 novembre 1999 délibérera quelle que soit la portion du capital représenté.

I (04098/534/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**CENTRAL EUROPEAN YIELD FUND.**

Registered office: L-1445 Luxembourg, 1A, rue Thomas Edison.  
R. C. Luxembourg B 55.690.

The Shareholders are convened hereby to attend the

**ORDINARY MEETING**

of the Company, which will be held at the head office, on October 28, 1999 at 12.00 a.m.

*Agenda:*

1. Submission of the Management Report of the Board of Directors and of the Report of the Statutory Auditor;

2. Approval of the annual accounts as at June 30, 1999;
3. Discharge to the Directors and Statutory Auditor;
4. Re-election of the Directors and Statutory Auditor;
5. Miscellaneous.

Resolutions at the Meeting of Shareholders will be passed by a simple majority of the votes of those present or represented.

I (04102/032/18)

The Board of Directors.

---

**MERBES SPRIMONT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.  
R. C. Luxembourg B 21.172.

Messieurs les actionnaires sont invités à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

qui se tiendra le jeudi 28 octobre 1999 à 15.00 heures au siège de la société, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore, Luxembourg, et qui aura pour

*Ordre du jour:*

1. Lecture des comptes et rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Commissaire sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1998.
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
6. Elections statutaires.

Pour pouvoir assister à cette Assemblée Générale, Messieurs les Actionnaires doivent préalablement présenter leurs titres devant le bureau de l'Assemblée. Ils ont également la possibilité de déposer leurs titres avant l'Assemblée auprès d'une banque et d'obtenir un certificat de blocage.

I (04105/536/21)

Le Conseil d'Administration.

---

**LEXINGTON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 42.205.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 2 novembre 1999 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 1998;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
- Consultations des charges et profits de la société et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
- Affectation du résultat au 31 décembre 1998;
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- Nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
- Divers.

I (04109/000/19)

Le Conseil d'Administration.

---

**PROMVEST S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 37.721.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 21 octobre 1999 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

II (03707/795/16)

Le Conseil d'Administration.

---

**QUASAR INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.  
R. C. Luxembourg B 18.990.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 21 octobre 1999 à 11.00 heures au siège social de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 30 juin 1999,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes,
5. Divers.

II (03892/716/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**ALP DESIGN, Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.  
R. C. Luxembourg B 39.641.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le mercredi 20 octobre 1999 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
- 2) Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
- 4) Affectation des résultats;
- 5) Nominations statutaires;
- 6) Décisions à prendre en application de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
- 7) Divers.

II (03927/546/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**DESI, Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.  
R. C. Luxembourg B 58.387.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le mercredi 20 octobre 1999 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
- 2) Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
- 4) Affectation des résultats;
- 5) Nominations statutaires;
- 6) Décisions à prendre en application de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
- 7) Divers.

II (03928/546/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**LAKE INTERTRUST, Société d'Investissement à Capital Variable à Compartiments Multiples.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 30.991.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 20 octobre 1999 à 14.00 heures dans les bureaux du CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG S.A., 26A, boulevard Royal, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice clôturé le 30 juin 1999;
2. Approbation du rapport annuel et des comptes de l'exercice clôturé le 30 juin 1999 de la Société d'Investissement à Capital Variable LAKE INTERTRUST.
3. Affectation des résultats;
4. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice clôturé le 30 juin 1999;
5. Renouvellement de leur mandat aux Administrateurs pour une période d'un an se terminant à l'issue de l'Assemblée Générale de 2000;
6. Renouvellement de son mandat au Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'issue de l'Assemblée Générale de 2000;
7. Divers.

Les actionnaires sont invités à déposer leurs actions au siège social de la Société en vue de participer à l'Assemblée au plus tard 3 jours francs avant la date de l'Assemblée où elles resteront bloquées jusqu'à l'issue de l'Assemblée.

Les procurations sont à adresser au siège social de la Société avant le 18 octobre 1999 au plus tard.

II (03976/755/26)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**BELLEFONTAINE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard Dr Charles Marx.  
R. C. Luxembourg B 47.721.

---

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le 20 octobre 1999 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 30 juin 1999.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03977/000/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**ALSINVEST S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
H. R. Luxemburg B 26.900.

---

Die Aktionäre werden zur Teilnahme an der

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am Freitag, den 21. Oktober 1999 um 10.30 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

*Tagesordnung:*

1. Lagebericht des Verwaltungsrats und Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 1998.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres;
5. Beschlussfassung hinsichtlich Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915.
6. Statutarische Benennungen.

II (03978/528/19)

*Der Verwaltungsrat.*

---

**RMB HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 35.267.

---

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui tiendra le mardi 19 octobre 1999 à 11.00 heures au siège social de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes aux 30 juin 1997, 30 juin 1998 et au 30 juin 1999
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur par le Conseil d'Administration et décharge à accorder à l'Administrateur démissionnaire
6. Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes et décharge à accorder au Commissaire aux Comptes démissionnaire
7. Divers

II (04003/803/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**QUANTICO FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 27.630.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 20 octobre 1999 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 1996, 1997, 1998 et 1999.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant.
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers

II (04004/696/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**HERALDA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 15.872.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 20 octobre 1999 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 1999.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

II (04005/005/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**INHALUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.  
R. C. Luxembourg B 35.678.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de notre société, qui se tiendra le jeudi 21 octobre 1999 à 11.30 heures à Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne à Luxembourg, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Suppression des actions de la catégorie B et modification des articles y afférents des statuts de la société.
2. Divers.

II (04006/549/14)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**LATIN AMERICAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 40.168.

We have the pleasure of inviting you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders, which will be held on *October 21, 1999* at 11.00 a.m. at the registered office at 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the balance sheet, profit and loss account as of June 30, 1999 and the allocation of the net profits.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended June 30, 1999.
4. Action on nomination for the election of The Hon. James Ogilvy, André Elvinger, Karen Clarke, Roberto Seiler and Uday Khemka as Directors and PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. as Auditors for the ensuing year.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

*By order of the Board of Directors.*

---

**MEXICAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 31.888.

We have the pleasure of inviting you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders, which will be held on *October 21, 1999* at 11.00 a.m. at the registered office at 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the balance sheet, profit and loss account as of June 30, 1999 and the allocation of the net profits.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended June 30, 1999.
4. Action on nomination for the election of The Hon. James Ogilvy, André Elvinger, Roberto Seiler, Karen Clarke and Dr. Pedro Aspe Armello as Directors and PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. as Auditors for the ensuing year.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

*By order of the Board of Directors.*

---

**POLISH INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 51.221.

We have the pleasure of inviting you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders, which will be held on *October 21, 1999* at 11.00 a.m. at the registered office at 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the balance sheet, profit and loss account as of June 30, 1999 and the allocation of the net profits.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended June 30, 1999.
4. Action on nomination for the election of The Hon. James Ogilvy, André Elvinger, Roberto Seiler, Karen Clarke, Sir Kenneth James, Jan Ledochowski, Christos Mavrellis and Uday Khemka as Directors and PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. as Auditors for the ensuing year.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

*By order of the Board of Directors.*

**DAVIS FUNDS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 49.537.

We have the pleasure of inviting you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders, which will be held on *October 21, 1999* at 11.00 a.m. at the registered office at 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the balance sheet, profit and loss account as of July 31, 1999 and the allocation of the net profits.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended July 31, 1999.
4. Action on nomination for the election of the Directors and the Auditors for the ensuing year.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

II (04017/950/20)

*By order of the Board of Directors.*

**QUILVEST, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 6.091.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires pour le mercredi, *20 octobre 1999* à 11.30 heures au siège social, 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg en

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Constatation du rachat par la société de 222.300 actions dans le cadre de l'Offre Publique de Rachat décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juin 1999.
- 2) Annulation de ces actions et réduction du capital social, en conséquence de cette annulation de \$ 20.000.000,- à \$ 18.700.000,- représenté par 3.197.700 actions sans valeur nominale.
- 3) Augmentation du capital social de \$ 18.700.000,- à \$ 20.000.000,- par incorporation de réserves.
- 4) Prorogation du délai de 5 ans pour l'augmentation du capital autorisé et de l'émission d'obligations convertibles.
- 5) Mise en concordance de l'article 5 des statuts.
- 6) Réorganisation des réserves de la société.

L'Assemblée Générale Extraordinaire délibérera valablement si la moitié au moins du capital est représentée et si les résolutions obtiennent au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à cette réunion, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres auprès des banques et établissements financiers au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'au siège social de la Société avant le 18 octobre, date de clôture de la liste de présence.

Les procurations doivent parvenir à la Société avant cette date.

La convocation à cette réunion est effectuée conformément à l'art. 19 des statuts.

II (04018/000/27)

*Le Conseil d'Administration.*